

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

Conseil supérieur pour la Prévention et la Protection au travail

Avis n° 12 relatif à un projet d'arrêté royal concernant les chantiers temporaires ou mobiles.

I. PROPOSITION ET MOTIVATION

Par lettre du 29 mai 1997, la Ministre de l'Emploi et du travail a transmis au Président du Conseil supérieur un projet d'arrêté royal concernant les chantiers temporaires ou mobiles en demandant de recueillir l'avis du Conseil supérieur à ce sujet.

Les dispositions de la directive 92/57/CEE du Conseil, du 24 juin 1992, concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé à mettre en oeuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles (huitième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1, de la directive 89/391/CEE). (JO. n° L 245 du 26 août 1992), devaient être transposées en droit interne avant le 31 décembre 1993.

La base légale a été établie dans la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail - chapitre V - Dispositions spécifiques concernant les chantiers temporaires ou mobiles. (Moniteur belge du 18 septembre 1996).

Les obligations imposées par la directive concernent les mesures de coordination pour les différents entrepreneurs qui se trouvent en même temps ou se succèdent sur le chantier: la désignation d'un coordinateur en sécurité, une obligation de notification de travaux importants et l'établissement d'un plan de sécurité et de santé.

Le Bureau exécutif a décidé le 7 mai 1997 de faire examiner le projet d'arrêté royal, sur base de la demande d'avis, par un groupe de travail du Conseil supérieur.

Le groupe de travail a entamé ses travaux le 27 juin 1997 et les a terminés le 21 avril 1998, après avoir tenu 11 réunions.

Le rapport final du groupe de travail a été soumis au Bureau exécutif du Conseil supérieur le 30 juin 1998 (PPT-D8-BE66).

Le Bureau exécutif a décidé de soumettre le projet d'arrêté royal avec le rapport final du groupe de travail au Conseil supérieur et de recueillir l'avis du Conseil supérieur selon la procédure écrite avant le 15 juillet 1998. (PPT - D8-29).

II. AVIS EMIS PAR LE CONSEIL SUPERIEUR

A. Remarques

1. Remarques du représentant de l'Administration de la Qualité et de la Sécurité du Ministère des Affaires économiques, envoyées par lettre du 14 juillet 1998 (annexe 1er)

- 1° L'arrêté royal devrait être signé conjointement par le Ministre des Affaires économiques et la Ministre de l'Emploi et du Travail;
- 2° à l'article 13, §1er et à l'article 19, §2: remplacer le texte "au fonctionnaire chargé de la surveillance et dépendant de l'Administration de la sécurité du travail", par le texte "au fonctionnaire chargé de la surveillance de la sécurité du travail;"
- 3° à l'article 39, il devrait être inséré à la place du point b) qui deviendrait le point c), un point b) nouveau rédigé comme suit:
"b) les ingénieurs des mines, ingénieurs, ingénieurs industriels et délégués-ouvriers à l'inspection des minières et des carrières de la division Sécurité de l'Administration de la Qualité et de la Sécurité;"

2. Remarques du représentant du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, Service des Affaires environnementales, envoyées par lettre du 14 juillet 1998 (annexe 2)

1° Remarque préliminaire

Deux problèmes ont tout particulièrement retenu notre attention: l'usage des rayonnements ionisants sur les chantiers à différents fins de contrôle des ouvrages en béton ou métalliques et l'utilisation de produits chimiques dangereux, entre autres la pulvérisation d'herbicides sur les terrains publics ou privés.

L'interprétation des dispositions du projet, relatives à ces deux problèmes, ne paraît pas encore tout à-fait claire en l'état actuel de notre étude et demanderait encore des investigations supplémentaires qu'il n'est pas possible de mener dans le temps réduit qui nous est imparti.

- 2° La technique logistique de l'article 2 est contestable car l'arrêté projeté ressortit au droit pénal dans lequel les obligations incombant aux sujets de droit doivent être connues sans ambiguïté; or le "notamment" introduit une ambiguïté.
Si l'intention du législateur réglementaire est d'étendre l'acceptation du terme "chantier temporaire" au-delà des situations énumérées dans la suite du §1er, il est à craindre qu'il manque son but en cas de tentative de poursuite devant les tribunaux car le juge ne pourra qu'interpréter ces dispositions de manière restrictive.

- 3° Le Traité de Maastricht, article 189, alinéa 3, est ainsi libellé: "La directive lie tout Etat-membre destinataire quant au **résultat à atteindre** tout en laissant aux instances nationales la compétence quant à la forme et aux moyens."

Ceci a pour conséquence que l'Etat membre BELGIQUE est soumis à une obligation de résultat quand il transpose en droit interne belge la directive européenne 92/57/CEE; cependant l'Etat membre est libre quant aux modalités exécutant ladite transposition.

Le §2 de l'article 2 est contestable car le 2° restreint le champ d'application de la directive 92/57/CEE, elle-même basée sur l'article 2, littera a, i à iii, de la Convention de l'OIT n° 167 du 20 juin 1988.

Ladite restriction est obtenue en ne considérant comme chantiers temporaires ou mobiles que les travaux de fondations, de bétonnage, de maçonnerie, de structure portante. De même on restreint la prise en compte des travaux visés au §1er, 6°, en ne les considérant comme chantiers temporaires ou mobiles que s'ils sont précédés par d'autres travaux!

A notre sens, une solution correcte consisterait à suivre exactement les dispositions restrictives énumérées à l'article 1er, lettres a et c, de la directive 89/654/CEE dite "Lieux de travail".

En quelques mots, serait à considérer comme "chantier temporaire ou mobile" toute activité relative à ce qui est "immeuble et immeuble par destination".

Ne serait donc pas à considérer comme "chantier temporaire ou mobile" toute activité relative à ce qui est "meuble", contenant dans un procès industriel", "moyen de transport".

A titre d'exemple, une ligne de chemin de fer est une installation de transport mais aussi un ouvrage d'utilité publique servant aux communications et cité comme tel dans la Convention de l'OIT n° 167 déjà citée, article 2, lettre a, point ii; ce qui n'est pas le cas dans le projet d'arrêté projeté.

4° L'article 4, §1er, 2° devrait préciser le mot "succession".

Y-a-t-il réaction des activités l'une sur l'autre, ou les unes sur les autres, quand les activités se succèdent sans pause entre elles ou une pause d'un certain temps (plusieurs mois par exemple) supprime-t-elle toute réaction d'une activité d'une entreprise sur l'autre?

Le problème de la conception des vitrages pour leur entretien par exemple.

L'article 3 de la directive 92/57/CEE concerne trois (3) éléments qui apparaissent bien distincts à la lecture:

- au paragraphe 1er, la présence de plusieurs entreprises sur un chantier et logiquement la désignation de coordinateurs;
- au paragraphe 2, l'établissement d'un plan de sécurité et de santé conformément à l'article 5, b, de la directive 92/57/CEE et la possibilité d'y déroger dans certains cas;
- au paragraphe 3, l'avis préalable à l'autorité dans certains cas déterminés.

L'article 5 du projet d'arrêté devrait être rédigé d'une manière plus simple, selon le même schéma que celui de la directive 92/57/CEE; en l'occurrence le §3 devrait devenir le §1er.

5° Les articles 10 et 16 devraient être réécrits et concerner sans ambiguïté:

- le cas où le coordinateur est un tiers vis-à-vis du maître d'ouvrage;
- le cas où le coordinateur est un membre du personnel du maître d'ouvrage.

6° Il est évident que les clauses contraires à la loi ou à l'ordre public soient nulles (article 6 du Code civil); mais la difficulté est que seul le juge judiciaire est le juge du contrat ... et il ne pourra intervenir que trop tard.

Il serait donné un effet vraiment utile à la directive européenne en matière de sécurité si un pouvoir de résolution et de mise en ordre sur le champ était conféré aux fonctionnaires chargés de la surveillance.

De plus, il serait donné à la directive européenne un effet utile plus perceptible si les articles 8, §5 et 14, §5 ainsi que les articles 11, §2, 4°, et 17, §2, 3° du projet d'arrêté royal étaient plus clairs et plus concrets au sujet de la suite réservée aux mesures décidées (ou proposées) par le coordinateur.

En effet, il reste évident que le bailleur de fonds qu'est le maître d'ouvrage reste quand même le détenteur ultime du pouvoir de décision... et donc le responsable final!

Accorder un pouvoir (de décision) final au coordinateur revient à le substituer au maître d'ouvrage-bailleur de fonds. Dans ce dernier cas, il s'agit d'une véritable déléga-

tion de pouvoirs ou même d'un mandat et le maître d'ouvrage-bailleur de fonds perd ses prérogatives de décideur final.

7° L'article 5, §2, 3° pose problème quant à la référence; l'article 13, §1er, l'article 19, §2, posent problème quant aux fonctionnaires chargés de la surveillance en matière de radiations ionisantes.

8° L'article 31 devrait préciser que le maître d'ouvrage-vendeur et le maître d'ouvrage-acheteur sont chargés de veiller à ce que l'exemplaire du dossier de travaux ultérieurs soit joint aux actes notariés, car la loi ne prévoit pas de sanction pénale pour le notaire qui s'abstiendrait de joindre le dossier de travaux ultérieurs à l'acte de vente ou d'achat.

L'article 32, §3, n'est pas clair.

9° L'article 34, §1er, 2°, b, devrait être complété par l'étude:

- des relations contractuelles entre personnes privées;
- des délégations de pouvoirs entre tiers ainsi qu'entre personnes d'une même entreprise;
- des conditions de preuve.

10° L'article 39 devrait inclure les fonctionnaires chargés du contrôle en matière de radiations ionisantes.

Comme déjà signalé, il me paraît évident que ces remarques n'épuisent pas le sujet et que des précisions ou remarques devraient pouvoir être fournies ultérieurement.

B. Avis des représentants des organisations des employeurs et des travailleurs, envoyé par lettre du 15 juillet 1998 (annexe 3)

I. Introduction - Méthode de travail adoptée par les interlocuteurs sociaux.

1. Le Conseil supérieur pour la Prévention et la Protection au travail a été invité à se prononcer sur un projet d'arrêté royal concernant les chantiers temporaires ou mobiles, dont le texte lui a été communiqué au mois de juin 1997.

Ce projet initial a fait l'objet d'un examen approfondi au sein d'un groupe de travail du Conseil Supérieur, auquel les interlocuteurs sociaux ont participé et qui s'est réuni à plusieurs reprises au cours de la période allant de juillet 1997 à avril 1998.

Sur la base des nombreuses opinions et suggestions formulées durant les travaux du groupe du Conseil Supérieur, l'Administration a rédigé un projet alternatif, dont le texte est daté du 19 mai 1998.

2. Considérant que ni le projet initial ni le projet de l'Administration n'ont permis d'aboutir à l'établissement d'un avis unanime, les interlocuteurs sociaux ont estimé devoir poursuivre l'examen des dispositions en projet.

Au terme de cette concertation complémentaire, menée au sein d'un groupe de travail qui s'est réuni au cours de la période allant de mai à juillet 1998, les interlocuteurs ont adopté une position commune sur l'ensemble des dispositions figurant dans un nouveau projet d'arrêté royal, présenté ci-après comme "projet alternatif des interlocuteurs sociaux".

II. Les lignes de force du projet alternatif des interlocuteurs sociaux.

1. Remarque préalable

Les travaux complémentaires menés par les interlocuteurs sociaux ont donné lieu à un nouvel examen approfondi et à une synthèse des dispositions figurant dans le projet initial et dans le projet du 19 mai 1998, dont de nombreux éléments ont pu faire l'objet d'une position commune des interlocuteurs sociaux.

L'ampleur des modifications suggérées, tant par rapport à la structure qu'au contenu des deux projets précités, a toutefois rendu nécessaire la rédaction d'un nouveau texte complet, présenté sous la forme d'un projet alternatif.

2. Les orientations suivies

Les interlocuteurs sociaux ont unanimement souscrit aux objectifs poursuivis par la directive européenne n° 92/57/CEE du 24 juin 1992, dont le chapitre V de la loi sur le bien-être assure la transposition en droit belge.

Les principes généraux issus de la directive européenne présentent, de l'avis des interlocuteurs sociaux, une grande valeur ajoutée en matière d'organisation de la prévention contre le risque d'accidents du travail.

Il était dès lors important de veiller à ce que ces principes généraux soient concrètement mis en oeuvre selon des modes d'exécution simples et clairs, qui permettent d'en garantir l'application effective sur le terrain.

Tenant compte de cette volonté commune, les interlocuteurs sociaux se sont efforcés d'établir des mesures d'exécution qui répondent aux objectifs suivants:

- maintenir la réglementation dans le cadre de l'exécution des principes généraux issus de la directive européenne, en évitant d'y inclure des mesures dont l'objet est étranger à ces principes;
- déterminer de la manière la plus précise possible le champ d'application général de l'arrêté et les champs d'application particuliers des différentes obligations qu'il comporte;
- définir le rôle des différents intervenants et la portée de leurs obligations respectives, en tenant compte des principes concrets qui régissent l'organisation des chantiers;
- organiser les procédures de coordination en fonction des résultats à atteindre en terme de prévention des risques, ce qui suppose de privilégier l'action de terrain des coordinateurs en limitant les formalités administratives;
- déterminer des conditions d'accès à la fonction de coordinateur qui permettent à la fois de satisfaire aux exigences de qualification indispensables au bon service de la fonction et aux nécessités de développement urgent d'un métier encore peu connu.

III. Présentation du projet alternatif des partenaires sociaux.

A. Plan du projet

Titre I - Champ d'application et définitions

Titre II - Dispositions applicables aux chantiers où une coordination est appliquée

Chapitre I - Dispositions générales en matière de coordination

Section 1 - Le plan de sécurité et de santé

Section 2 - Le journal de coordination et le dossier d'intervention ultérieure

Section 3 - La coordination des actions de prévention

Sous-section 1 - La coordination de l'information

Sous-section 2 - La structure de coordination

Chapitre II - Mise en oeuvre de la coordination

Section 1 - La coordination du projet de l'ouvrage.

Section 2 - La coordination de la réalisation de l'ouvrage.

Titre III - Dispositions applicables à tous les chantiers

Section 1 - Notification préalable du chantier.

Section 2 - L'établissement d'un dossier d'intervention ultérieure.

Section 3 - La transmission du dossier d'intervention ultérieure.

Section 4 - Obligations spécifiques des entrepreneurs.

Section 5 - Obligations spécifiques des intervenants.

Titre IV - Conditions d'exercice de la fonction de coordinateur

Titre V - Dispositions finales

B. Commentaire des articles du projet

1. Champ d'application et définitions (titre I)

1.1. Le champ d'application personnel de l'arrêté (article 1er) est établi par référence aux articles 2 et 14 de la loi sur le bien-être. L'arrêté s'applique ainsi aux employeurs, aux travailleurs (et personnes assimilées) ainsi qu'à toutes les personnes concernées par les phases de conception et de réalisation d'un ouvrage.

1.2. Le champ d'application matériel (article 2) est défini par la notion de "chantier temporaire ou mobile", à savoir le chantier où s'effectuent les travaux du bâtiment ou de génie civil qui sont visés par l'un des 18 points énumérés à l'article 2 § 1er.

Remarque: les travaux relatifs à l'appareil de production d'un établissement, qu'il s'agisse du montage des installations ou de leur entre-tien, sont exclus du champ d'application de l'arrêté, à l'exception de certains travaux spécifiques visées à l'article 2 § 2.

N.B.: Ces travaux spécifiques devraient être précisés dans une Feuille P, à établir après concertation avec les représentants des secteurs concernés.

1.3. Afin de faciliter la lecture et la compréhension du texte de l'arrêté, le projet reprend (article 3) les définitions établies par la loi sur le bien-être, qui se rapportent aux diverses personnes concernées par les phases de conception et de réalisation d'un ouvrage.

2. Dispositions applicables aux chantiers où une coordination doit être organisée (titre II)

Le titre II regroupe l'ensemble des règles et des procédures applicables sur un chantier où les travaux visés à l'article 2 sont exécutés par deux entrepreneurs au moins. L'article 4 précise ainsi clairement le champ d'application de l'obligation de coordination et des diverses modalités qui y sont liées.

2.1. Les diverses modalités liées à la coordination (chapitre I)

Sous l'intitulé "Dispositions générales en matière de coordination", le chapitre I détermine les différents "instruments" de la coordination, c'est-à-dire les documents et procédures à mettre en oeuvre lors de l'exercice de la coordination au cours des phases de conception et de réalisation des travaux.

Ces instruments de la coordination, regroupés en trois sections, sont les suivants:

le plan de sécurité et de santé;
le journal de coordination;
le dossier d'intervention ultérieure;
l'information des représentants des travail-leurs;
la structure de coordination.

2.1.1. Le plan de sécurité et de santé (articles 5 à 7)

- a) Le plan de sécurité et de santé est l'instrument majeur de la coordination; ce document comporte en effet les mesures, adaptées au chantier, qui permettent de prévenir la survenance de dangers résultant principalement de l'interférence et de la succession des activités des divers inter-venants sur le chantier (article 5 § 1er).
- b) Le contenu du plan de sécurité et de santé, ainsi que les adaptations de ce plan à l'évolution des travaux, font l'objet des dispositions des paragraphes 2 à 4 de l'article 5.
- c) Afin de permettre aux entrepreneurs d'introduire leurs offres en connaissance de cause, l'article 5 § 5 impose l'insertion, sous un poste séparé, du plan de sécurité et de santé dans le cahier des charges ou dans les documents contractuels en tenant lieu;
- d) Ainsi qu'il est précisé par ailleurs l'établissement et la tenue du plan de sécurité relèvent de la responsabilité du coordinateur.

L'option retenue par le projet consiste à imposer l'établissement et la tenue d'un plan de sécurité sur tous les chantiers où une coordination est organisée.

Il convient cependant de faire une distinction selon les types de chantiers suivants:

1. Les chantiers pour lesquels un plan complet de sécurité et de santé doit être établi
Il s'agit des chantiers visés à l'article 6 § 1er (travaux d'un volume ou d'une durée déterminés) et à l'article 6 § 2 (travaux dangereux).
2. Les chantiers pour lesquels un plan simplifié de sécurité et de santé est applicable (article 7)
Les chantiers visés sont ceux qui n'atteignent pas les volumes et durée déterminés par l'article 6 § 1er et qui ne présentent pas les caractéristiques des dangers définis à l'article 6 § 2.

2.1.2. Le journal de coordination (article 8 § 1er)

Bien que n'étant prévu ni par la directive européenne, ni par la loi sur le bien-être, le journal de coordination a pour but, à l'instar de ce qui se pratique en France, de permettre au coordinateur de consigner les événements et observations qui présentent un intérêt pour l'exercice de la coordination au cours des phases de la conception et de la réalisation des travaux.

Dans cet esprit, le projet impose la tenue d'un journal de coordination sur tous les chantiers où une coordination est organisée.

2.1.3. Le dossier d'intervention ultérieure (article 8 § 2)

Le dossier d'intervention ultérieure, dont la tenue par le coordinateur est imposée sur tous les chantiers où la coordination est organisée, répond à l'objectif, poursuivi par la directive européenne et la loi sur le bien-être, de garantir un meilleur niveau de sécurité lors de l'exécution ultérieure de travaux d'entretien ou de réparation à l'ouvrage.

Remarque: il y a lieu de noter que le dossier d'intervention ultérieure, contrairement aux autres instruments de coordination définis par le chapitre I du titre II, peut trouver à s'appliquer également dans le cas où le chantier n'est pas soumis à l'obligation de coordination (cfr. ci-après le commentaire des articles 26 et 27).

2.1.4. La coordination de l'information (article 9)

Au cours de la phase de réalisation des travaux, le coordinateur est tenu, en vertu de l'article 9 du projet, de communiquer une copie du plan de sécurité, et des ses adaptations, au comité de prévention du chantier ou, à défaut, aux comités de prévention des entreprises intervenantes. Il doit en outre communiquer, à la demande des organismes précités, les informations visées au même article 9.

Cette procédure d'information répond à l'objectif, poursuivi par la directive européenne, d'assurer la diffusion la plus large possible des mesures de prévention.

2.1.5. La structure de coordination (articles 10 et 11)

La structure de coordination a pour objectifs de faciliter l'exercice de la coordination et de renforcer son efficacité sur des chantiers importants.

Cette structure, composée des diverses parties visées à l'article 11 § 2, est un lieu de concertation où sont examinés, sous la direction du coordinateur, les problèmes pratiques d'organisation de la prévention, les questions d'interprétation des dispositions du plan de sécurité ainsi que les éventuels différents entre intervenants.

L'établissement d'une structure de coordination est obligatoire, durant la phase de réalisation des travaux, sur tous les chantiers dont, soit, le volume présumé des travaux est supérieur à 5.000 hommes-jour, soit, le prix des travaux excède 100 millions de BEF hors T.V.A., et où au moins trois entreprises inter-viennent simultanément.

Une telle structure peut également être installée sur des chantiers moins importants, à la demande motivée du coordinateur

2.2. La mise en oeuvre de la coordination (chapitre II)

Le chapitre II régleme l'organisation pratique de la coordination au cours de la phase de conception du projet (section 1) et de la phase de réalisation des travaux (section 2).

Il traite, pour l'essentiel, de la procédure de désignation des coordinateurs et des tâches qu'ils doivent accomplir en mettant en oeuvre les différents instruments de coordination visés au chapitre I.

2.2.1. La coordination durant la phase de conception du projet (articles 12 à 16)

2.2.1.1. La désignation du coordinateur-projet

- a) Sauf dans les cas visés à l'article 12 § 2, l'obligation de désignation du coordinateur-projet incombe au maître d'ouvrage. Il lui appartient de désigner le coordinateur dès le début de la phase d'étude du projet (article 12 § 1er).

Cette obligation de désignation vaut dans tous les cas où il n'est pas établi avec certitude, à ce stade, que les travaux seront exécutés par un seul entre-preneur.

Remarque: L'obligation de désignation du coordinateur-projet incombe au maître d'oeuvre chargé de la conception du projet, dans tous les cas où le maître d'ouvrage est un particulier qui entre-prend des travaux à usage privé.

- b) La personne chargée de la désignation du coordinateur est investie, en vertu des paragraphes 4 et 5 de l'article 12, d'une mission générale de contrôle des actions du coordinateur et du bon fonctionnement de la coordination.
- c) La désignation du coordinateur fait l'objet d'une convention écrite passée entre la personne qui désigne le coordinateur et la personne physique ou morale qui assume la mission de coordination
La convention est remplacée par un simple document dans les cas où le coordinateur est un membre du personnel de l'entreprise dont le maître d'ouvrage ou le maître d'oeuvre chargé de la conception est l'employeur (article 14)".
- d) La convention et le document portant désignation du coordinateur doivent être établis dans le respect des règles et mentions minimales déterminées par l'article 15.

2.2.1.2. L'exécution des tâches du coordinateur

- a) Le coordinateur-projet accomplit sa mission en application des modalités qui auront été préalablement précisées dans la convention de désignation (article 15 § 1er).
- b) Les tâches à exécuter par le coordinateur sont définies aux articles 17 et 18 de la loi sur le bien-être.
Le projet d'arrêté se limite à préciser les actes que le coordinateur doit accomplir pour la mise en oeuvre des instruments de coordination, définis par le chapitre 1er du projet, qui le concernent (article 16).
- c) La mission du coordinateur-projet se termine au moment où il remet les instruments de coordination à la personne qui l'a désigné (article 13 § 2 et article 16 f).

2.2.2. La coordination durant la phase de réalisation des travaux (articles 17 à 23).

2.2.2.1. La procédure de désignation du coordinateur

- a) Un coordinateur-réalisation doit être désigné avant le début de l'exécution des travaux sur le chantier (article 18 § 1er).
Ce principe est assorti de deux exceptions:
 - 1° La première concerne le cas où, à la fin de la phase de conception (au cours de laquelle une coordination a été organisée), il est établi que les travaux seront exécutés par un seul entrepreneur: dans cette hypothèse, un coordinateur-réalisation ne doit pas être désigné (article 17).
Remarque: le plan de sécurité établi par le coordinateur-conception est, dans l'hypothèse visée à l'article 17, remis à l'entrepreneur, qui doit veiller à son application.
 - 2° La seconde exception se rapporte à la situation d'un chantier où l'entrepreneur unique chargé de l'exécution des travaux est contraint de faire appel à l'intervention d'un autre entrepreneur: dans cette hypothèse, hormis les cas de force majeure, un coordinateur-réalisation doit être désigné au moment de la

survenance des circonstances imprévues qui ont justifié le recours à l'intervention complémentaire d'un autre entrepreneur (article 19).

- b) L'obligation de désignation du coordinateur-réalisation incombe au maître d'ouvrage (article 18 § 1er).
Toutefois, dans le cas où le maître d'ouvrage est un particulier qui entreprend des travaux à usage privé, l'obligation de désignation du coordinateur-réalisation incombe au maître d'oeuvre chargé du contrôle de l'exécution ou, à défaut, au maître d'oeuvre chargé de l'exécution (article 18 § 2).
- c) Comme dans la phase de conception du projet, la personne chargée de la désignation du coordinateur-réalisation est investie d'une mission de contrôle de l'exécution des tâches du coordinateur et du bon fonctionnement de la coordination (article 18 §§ 3 à 5).
- d) La désignation du coordinateur-réalisation s'opère selon une procédure identique à celle applicable à la désignation du coordinateur-projet, à savoir:
 - l'établissement d'une convention écrite (article 21 al. 1er) ou, dans l'hypothèse visée à l'article 21, al. 2, d'un simple document;
 - l'indication, dans la convention et le document précités:
des règles relatives à l'accomplissement des tâches du coordinateur (article 22 § 1er);
des mentions minimales définies à l'article 22 §§ 2 et 3

2.2.2.2. L'exécution des tâches du coordinateur

L'article 23 du projet d'arrêté:

- reprend, en les précisant, les tâches définies à l'article 22 de la loi sur le bien-être;
- précise les actes que le coordinateur doit accomplir pour la mise en oeuvre des instruments de coordination, définis par le chapitre 1er;
- détermine le moment auquel la mission du coordinateur-réalisation prend fin.

2.3. Remarque générale

L'exercice de la fonction de coordinateur est soumise aux conditions de qualification déterminées par le titre IV du projet d'arrêté (voir ci-après). Hormis ces conditions, aucune autre exigence particulière n'est définie par l'arrêté; la fonction de coordinateur peut donc être assumée par un expert indépendant ou par une personne, disposant des qualifications requises, qui appartient au personnel d'une entre-prise chargée de l'exécution des travaux, d'un établissement du maître d'ouvrage ou des maîtres d'oeuvre ou d'un organisme spécialisé.

Dans l'hypothèse où le coordinateur n'est pas un travailleur indépendant, la convention de désignation du coordinateur, visée aux articles 14 et 21, est conclue entre le maître d'ouvrage (ou le maître d'oeuvre concerné) et la personne morale, employeur de la personne désignée comme coordinateur.

3. Dispositions applicables à tous les chantiers (titre III).

Les dispositions regroupées sous le titre III sont applicables aux chantiers temporaires ou mobiles visés à l'article 2, quel que soit le nombre d'entrepreneurs intervenant sur le chantier (article 24).

Les obligations générales, déterminées par ce titre III, sont réparties en 5 sections et concernent:

- la notification préalable du chantier;
- l'établissement et la transmission d'un dossier d'intervention ultérieur;
- les obligations spécifiques des entrepreneurs et des intervenants.

3.1. La notification préalable du chantier (article 25)

L'obligation de notification préalable est à la charge du maître d'oeuvre chargé de l'exécution des travaux. L'obligation vaut pour tous les chantiers qui répondent aux critères de volume et de durée déterminés à l'article 6 § 1er, ou qui présentent les dangers spécifiques visés à l'article 6 § 2.

3.2. L'établissement d'un dossier d'intervention ultérieure (articles 26 et 27).

a) L'obligation d'établissement d'un dossier d'intervention ultérieure, définie à l'article 8 § 2, est étendue aux travaux exécutés par un seul entrepreneur; cette extension trouve sa justification dans le souci de garantir un meilleur niveau de sécurité lors de l'exécution ultérieure de travaux à l'ouvrage.

b) L'extension précitée est toutefois limitée aux chantiers où s'effectuent des travaux se rapportant à la structure ou aux éléments essentiels de l'ouvrage (article 26 § 2). Dans le cadre de cette extension, l'obligation d'établissement du dossier incombe au maître d'ouvrage.

N.B.: La notion "d'éléments essentiels de l'ouvrage" devrait être précisée dans une feuille P, à établir après concertation avec les représentants des secteurs concernés.

3.3. La transmission du dossier d'intervention ultérieure (articles 28 et 29)

Les articles 28 et 29 organisent la transmission du dossier lors de la mutation du bien et son utilisation au moment de l'exécution des travaux ultérieurs.

3.4. Obligations spécifiques des entrepreneurs (articles 30 à 34)

Ces articles correspondent aux dispositions des articles 20 à 24 du projet initial soumis à l'avis du Conseil supérieur.

On notera toutefois que les termes "indépendants et employeurs exerçant une activité professionnelle sur le chantier" ont été rem-placés par les termes "entrepreneur exerçant personnellement une activité professionnelle sur le chantier.

3.5. Obligations spécifiques des intervenants (article 35)

Cet article reprend les dispositions de l'article 27 du projet initial.

4. Conditions d'exercice de la fonction de coordinateur (titre IV)

Le titre IV du projet d'arrêté regroupe l'ensemble des dispositions relatives aux exigences requises pour l'exercice de la fonction de coordinateur.

L'exercice de la fonction est subordonnée à l'obtention d'un certificat de qualification délivré après réussite d'un examen portant sur des matières déterminés.

4.1. Les certificats de qualification (article 36)

4.1.1. Deux types de certificats sont définis par le projet d'arrêté:

- le certificat A: dont l'obtention permet d'exercer la coordination de la sécurité sur tous les chantiers;
- le certificat B: dont l'obtention permet d'exercer la coordination sur les seuls chantiers de moindre importance visés à l'article 7 du projet.

4.1.2. Le certificat A est lui-même subdivisé en trois catégories distinctes:

- le certificat limité à la phase de conception;
- le certificat limité à la phase de réalisation;
- le certificat couvrant les deux phases.

4.2. L'examen de coordinateur

4.2.1. L'obtention des certificats de qualification est subordonnée à la réussite d'un examen portant sur les objectifs finaux qui devront être définis par un arrêté ministériel. Ces objectifs finaux concernent plusieurs modules distincts, correspondant aux types et catégories de certificats souhaités par le candidat (article 37 § 1er).

4.2.2. L'admission des candidats à l'examen est liée aux exigences de diplômes et d'expérience professionnelle préalable déterminées à l'article 38 du projet. Ces exigences de diplômes et d'expérience professionnelle varient selon les types et catégories de certificats souhaités.

4.2.3. La procédure d'examen, confiée aux institutions agréées conformément à l'arrêté royal du 10 août 1978, devra être organisée dans le respect des conditions et modalités qui auront été préalablement définies par un arrêté ministériel, pris après avis de la Commission d'agrément instituée en vertu de l'arrêté royal précité du 10 août 1978 (article 37 §§ 2 et 3).

En raison de l'importance des tâches nouvelles qui lui seront confiées, la Commission d'agrément devrait faire l'objet d'un débat de fond visant à revoir ses modalités de fonctionnement.

4.2.4. La validité du certificat délivré prendra automatiquement fin dans les deux cas visés à l'article 39.

4.3. Une formation spécifique (articles 40 et 41)

4.3.1. Comme déjà précisé au point 4.2.1. ci-avant, les objectifs finaux faisant l'objet de l'examen de coordinateur seront définis par un arrêté ministériel, pris après avis de la Commission d'agrément.

Un programme de formation, organisé sur la base des objectifs finaux précités, devra être établi en fonction du nombre d'heures de formation fixé, pour les différents modules, par l'article 40 du projet.

4.3.2. L'exigence de suivre une formation préalable à l'examen n'est requise que pour les candidats qui, n'ayant pas suivi une telle formation, ont échoué une première fois à cet examen.

La formation sera dispensée par les institutions agréées conformément à l'arrêté royal du 10 août 1978. L'organisation des cours de formation devra répondre aux spécificités du programme défini par l'arrêté ministériel ainsi qu'aux conditions particulières d'agrément que le Ministre de l'Emploi et du Travail pourrait imposer après avis de la Commission d'agrément.

5. Dispositions finales et transitoires (titre V)

Outre les dispositions relatives à l'exercice de la surveillance de l'application de l'arrêté (article 42) et les dispositions modificatives (articles 46 et 47), le titre V réglemente l'entrée en vigueur de l'arrêté et organise un régime transitoire relatif à l'exercice de la fonction de coordination.

5.1. L'entrée en vigueur (articles 43 et 44)

Le mécanisme d'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation est assorti de deux modalités indispensables, à savoir:

- le report de l'entrée en vigueur effective au premier jour du 3ème mois suivant la publication de l'arrêté au Moniteur belge;
- la non-application de l'arrêté aux chantiers pour lesquels la publication de l'avis de marché ou le lancement de l'invitation à remettre offre sont déjà intervenus au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

5.2. Les dispositions transitoires (article 45)

5.2.1. L'organisation d'un régime transitoire pour l'exercice de la fonction de coordination est pleinement justifiée par l'impossibilité, pour les candidats coordinateurs, de satisfaire, dès l'entrée en vigueur de l'arrêté, aux exigences requises pour l'exercice de la fonction.

5.2.2. Le régime transitoire permet aux personnes qui exercent des activités de coordination au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté et qui satisfont aux conditions définies à l'article 45 § 1er, 1° et 2°, d'exercer les fonctions de coordinateur-projet ou de coordinateur-réalisation.

5.2.3. Les personnes bénéficiant de l'application du régime transitoire seront tenues de réussir l'examen visé à l'article 37 du projet dans un délai de 3 ans, à compter à partir de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté (article 45 § 1er, 3°).

Une dispense d'examen est toutefois accordée aux personnes qui, répondant aux conditions de l'art. 45 § 2, ont obtenu une reconnaissance d'assimilation délivrée par le Ministre de l'Emploi et du Travail, sur la base d'une expérience professionnelle en la matière.

ALTERNATIEF ONTWERP
VAN DE SOCIALE PARTNERS

KONINKRIJK BELGIE

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLINGEN
ARBEID

Koninklijk besluit betreffende de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen.

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
ONZE GROET.

Gelet op de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;

Gelet op de achtste bijzondere richtlijn 92/57/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 24 juni 1992 betreffende de minimumvoorschriften inzake veiligheid en gezondheid voor tijdelijke en mobiele bouwplaatsen;

Gelet op het advies van Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen, gegeven op.....;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het werk, gegeven op

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

PROJET ALTERNATIF
DES PARTENAIRES SOCIAUX

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU
TRAVAIL

Arrêté royal concernant les chantiers temporaires ou mobiles.

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir,
SALUT.

Vu la loi du 4 août 1996 concernant le bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail;

Vu la huitième directive particulière 92/57/CEE du Conseil des Communautés européennes du 24 juin 1992 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé à mettre en œuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles;

Vu l'avis du de Notre Ministre des Petites et Moyennes entreprises;

Vu l'avis du du Conseil supérieur pour la prévention et la protection au travail;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ:

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS:

Titel I – Toepassingsgebied en definities.

Titre I - Champ d'application et définitions

Artikel 1.- Dit besluit is van toepassing op de personen bedoeld in de artikelen 2 en 14 van de wet.

Article 1er.- Le présent arrêté s'applique aux personnes visées aux articles 2 et 14 de la loi.

Art. 2.- § 1.- Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder tijdelijke of mobiele bouwplaats, de bouwplaats waar volgende bouwwerken of werken van burgerlijke bouwkunde uitgevoerd worden:

Art. 2.- § 1er.- Pour l'application du présent arrêté, on entend par chantier temporaire ou mobile, le chantier où s'effectuent des travaux du bâtiment ou de génie civil suivants:

- 1° graafwerken;
- 2° grondwerken;
- 3° funderings- en verstevigingswerken;
- 4° waterbouwkundige werken;
- 5° wegenwerken;
- 6° plaatsing van nutsleidingen, onder andere riolen, gasleidingen, elektriciteitskabels enz., en tussenkomsten op deze leidingen, voorafgegaan door andere in deze paragraaf bedoelde werken;
- 7° bouwwerken;
- 8° montage en demontage van geprefabriceerde elementen, liggers, kolommen, enz.;
- 9° inrichtings-of uitrustingswerken;
- 10° verbouwingswerken;
- 11° vernieuwbouw;
- 12° herstellingswerken;

- 1° travaux d'excavation;
- 2° travaux de terrassement;
- 3° travaux de fondation et de renforcement;
- 4° travaux hydrauliques;
- 5° travaux de voirie;
- 6° pose de conduits utilitaires, entre autres des égouts, des conduits de gaz, des câbles électriques etc., et interventions sur ces conduits, précédées par d'autres travaux visés au présent paragraphe;
- 7° travaux de construction;
- 8° travaux de montage et démontage d'éléments préfabriqués, de poutres, de colonnes, etc.;
- 9° travaux d'aménagement ou d'équipement;
- 10° travaux de transformation;
- 11° travaux de rénovation;
- 12° travaux de réparation;

13° ontmantelingswerken;

14° sloopwerken;

15° instandhoudingswerken;

16° onderhouds-, schilder- en reinigingswerken;

17° saneringswerken;

18° afwerkingswerkzaamheden behorende bij één of meer werken bedoeld in de punten 1° tot 17°;

§ 2.- Worden voor de toepassing van dit besluit niet beschouwd als tijdelijke of mobiele bouwplaatsen:

1° de boor- en winningswerkzaamheden in de winningsindustrieën;

2° de montage van installaties, inzonderheid productie-, transformatie-, transport- en behandelingsinstallaties en de tussenkomsten op deze installaties, met uitzondering van de werken die betrekking hebben op de funderingen, de betonnen en de metselwerken en de dragende structuren en de werken bedoeld in § 1, 6°;

Art. 3.- Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° Opdrachtgever : iedere natuurlijke of rechtspersoon voor wiens rekening een bouwwerk wordt verwezenlijkt;

2° Bouwdirectie belast met het ontwerp : iedere natuurlijke of rechtspersoon die voor rekening van de opdrachtgever zorg draagt voor het ontwerp van het bouwwerk;

3° Bouwdirectie belast met de uitvoering : iedere natuurlijke of rechtspersoon die voor rekening van de opdrachtgever zorg draagt voor de uitvoering van het bouwwerk;

13° travaux de démantèlement;

14° travaux de démolition;

15° travaux de maintenance;

16° travaux d'entretien, de peinture et de nettoyage;

17° travaux d'assainissement.

18° travaux de finition se rapportant à un ou plusieurs travaux visés aux points 1° à 17°;

§ 2.- Pour l'application du présent arrêté, ne sont pas considérés comme chantiers temporaires ou mobiles:

1° les activités de forage et d'extraction dans les industries extractives;

2° le montage d'installations de production, de transformation, de transport et de traitement et les interventions sur ces installations, à l'exception des travaux aux fondations, au bétonnage, à la maçonnerie, aux structures portantes et les travaux visés au § 1er, 6°;

Art. 3.- Pour l'application du présent arrêté, on entend par:

1° Maître d'ouvrage : toute personne physique ou morale pour le compte de laquelle un ouvrage est réalisé;

2° Maître d'œuvre chargé de la conception : toute personne physique ou morale chargée de la conception de l'ouvrage pour le compte du maître d'ouvrage;

3° Maître d'œuvre chargé de l'exécution : toute personne physique ou morale chargée de l'exécution de l'ouvrage pour le compte du maître d'ouvrage;

- 4° Bouwdirectie belast met de controle op de uitvoering : iedere natuurlijke of rechtspersoon die voor rekening van de opdrachtgever zorg draagt voor het toezicht op de uitvoering van het bouwwerk;
- 5° Aannemer : iedere natuurlijke of rechtspersoon die activiteiten verricht tijdens de uitvoeringsfase van de uitvoering van het bouwwerk ongeacht of hij werkgever of zelfstandige is of een werkgever die samen met zijn werknemers werkt op de bouwplaats;
- 6° Zelfstandige : iedere natuurlijke persoon die een beroepsactiviteit uitoefent waarvoor hij niet verbonden is door een arbeidsovereenkomst of waarvoor zijn rechtspositie niet eenzijdig is geregeld door de overheid.
- 7° Coördinator inzake veiligheid en gezondheid tijdens de uitwerkingsfase van het ontwerp van het bouwwerk : iedere persoon die door de opdrachtgever of de bouwdirectie belast met het ontwerp belast is om zorg te dragen voor de coördinatie inzake veiligheid en gezondheid tijdens de uitwerkingsfase van het ontwerp van het bouwwerk;
- 8° Coördinator inzake veiligheid en gezondheid tijdens de uitvoering van het bouwwerk : iedere persoon die door de opdrachtgever, de bouwdirectie belast met de uitvoering of de bouwdirectie belast met de controle op de uitvoering, belast is om zorg te dragen voor de coördinatie inzake veiligheid en gezondheid tijdens de uitvoering van het bouwwerk.
- 9° De wet : de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk.
- 4° Maître d'œuvre chargé du contrôle de l'exécution de l'ouvrage: toute personne physique ou morale chargée de l'exécution de l'ouvrage pour le compte du maître d'ouvrage;
- 5° Entrepreneur: toute personne physique ou morale qui exerce des activités pendant la phase d'exécution de la réalisation de l'ouvrage, qu'elle soit un employeur, un indépendant ou un employeur qui travaille avec ses travailleurs sur le chantier;
- 6° Indépendant: toute personne physique qui exerce une activité professionnelle pour laquelle elle n'est pas liée par un contrat de travail ou pour laquelle sa situation juridique n'est pas réglée unilatéralement par l'autorité publique;
- 7° Coordinateur en matière de sécurité et de santé pendant l'élaboration du projet de l'ouvrage: toute personne chargée par le maître d'ouvrage ou par le maître d'œuvre chargé de la conception, de veiller à la coordination en matière de sécurité et de santé pendant l'élaboration du projet de l'ouvrage;
- 8° Coordinateur en matière de sécurité et de santé pendant la réalisation de l'ouvrage: toute personne chargée par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre chargé de l'exécution ou le maître d'œuvre chargé du contrôle de l'exécution, de veiller à la coordination en matière de sécurité et de santé pendant la réalisation de l'ouvrage.
- 9° La loi : la loi du 4 août 1996 concernant le bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail.

Titel II : Bepalingen van toepassing op bouwplaatsen waar een coördinatie wordt gevoerd.

Art. 4 : De bepalingen van deze titel zijn van toepassing op de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen waar de werken door minstens twee verschillende aannemers tegelijkertijd of achtereenvolgens worden uitgevoerd.

Hoofdstuk I – Algemene coördinatiebepalingen

Afdeling 1 – Het veiligheids- en gezondheidsplan

Art. 5.- § 1.- Het veiligheids- en gezondheidsplan is het document dat het geheel van maatregelen bevat ter voorkoming van de gevaren waaraan de werknemers kunnen blootgesteld worden als gevolg van :

- 1° de uitvoering van het werk;
- 2° de wederzijdse inwerking van activiteiten van de diverse tussenkommende partijen die tegelijkertijd op de tijdelijke of mobiele bouwplaats aanwezig zijn;
- 3° de opeenvolging van activiteiten van de diverse tussenkommende partijen op een tijdelijke of mobiele bouwplaats wanneer een tussenkomst, na het beëindigen ervan, risico's laat bestaan voor de andere tussenkommende partijen die later werken zullen uitvoeren;
- 4° de wederzijdse inwerking van alle installaties of alle andere activiteiten op of in de nabijheid van de site waar de tijdelijke of mobiele bouwplaats is gevestigd, inzonderheid het openbaar of privaat goederen- of personenvervoer, het aanvatten of de voortzetting van het gebruik van een gebouw of de voortzetting van eender welke exploitatie;
- 5° de uitvoering van mogelijke latere werkzaamheden aan het bouwwerk.

Titre II : Dispositions applicables aux chantiers où une coordination est organisée

Art. 4 : Les dispositions du présent titre sont applicables aux chantiers temporaires ou mobiles où s'effectuent des travaux exécutés par au moins deux entrepreneurs intervenant simultanément ou successivement.

Chapitre I – Dispositions générales en matière de coordination

Section 1 - Le plan de sécurité et de santé.

Art. 5.- § 1er.- Le plan de sécurité et de santé est le document comportant l'ensemble des mesures de prévention des dangers auxquels les travailleurs peuvent être exposés du fait de :

- 1° l'exécution du travail;
- 2° l'interférence des activités des divers intervenants qui sont simultanément présents sur le chantier temporaire ou mobile;
- 3° la succession des activités des divers intervenants sur un chantier temporaire ou mobile lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres intervenants qui interviendront ultérieurement;
- 4° l'interférence de toutes les installations ou de toutes autres activités à l'intérieur ou à proximité du site sur lequel est implanté le chantier temporaire ou mobile, notamment le transport public ou privé de biens ou de personnes, le début ou la poursuite de l'utilisation d'un bâtiment ou la poursuite d'une exploitation quelconque;
- 5° l'exécution d'éventuels travaux ultérieurs à l'ouvrage.

§ 2.- Het veiligheids- en gezondheidsplan bevat inzonderheid volgende elementen:

- 1° de beschrijving van het te realiseren bouwwerk vanaf het ontwerp tot de volledige uitvoering ervan;
- 2° de beschrijving van de in § 1 bedoelde gevaren;
- 3° de beschrijving van de maatregelen ter voorkoming van de gevaren bedoeld in § 1. Deze beschrijving omvat :
 - a. de preventieregels en -maatregelen aangepast aan de kenmerken van het bouwwerk en voortvloeiend uit de toepassing van de algemene preventieprincipes bedoeld in bijlage 1 van dit besluit;
 - b. de specifieke maatregelen met betrekking tot de werkzaamheden bedoeld in artikel 6, § 2;
 - c. de instructies die de coördinatoren voor de tussenkommende partijen nodig achten;
- 4° de raming van de uitvoeringstermijn van de verschillende werken of werkfasen die tegelijkertijd of achtereenvolgens plaatsvinden.

§ 3.- Het veiligheids- en gezondheidsplan omvat eveneens:

- 1° de lijst met de namen en de adressen van alle opdrachtgevers, bouwdirecties en aannemers, vanaf het moment dat deze personen bij de werken betrokken worden;
- 2° de naam en het adres van de coördinator-ontwerp;
- 3° de naam en het adres van de coördinator-verwezenlijking vanaf het moment van zijn aanstelling.

§ 4.- Het veiligheids- en gezondheidsplan wordt aangepast in functie van de volgende elementen:

§ 2.- Le plan de sécurité et de santé contient notamment les éléments suivants:

- 1° la description de l'ouvrage à réaliser, du projet jusqu'à sa réalisation complète;
- 2° la description des dangers visés au § 1er;
- 3° une description des mesures de prévention des dangers visés au § 1er. Cette description comprend:
 - a. l'ensemble des règles et mesures de prévention, adaptées aux caractéristiques du chantier, qui résultent de la mise en oeuvre des principes généraux de prévention visés à l'annexe 1 du présent arrêté;
 - b. les mesures spécifiques concernant les travaux visés à l'article 6, § 2;
 - c. les instructions que le coordinateur juge nécessaires pour les intervenants.
- 4° l'estimation de la durée de la réalisation des différents travaux ou des phases de travail se déroulant simultanément ou successivement.

§ 3.- Le plan de sécurité et de santé comporte également:

- 1° la liste des noms et adresses de tous les maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre et entrepreneurs, dès le moment où ces personnes sont concernées par le chantier;
- 2° le nom et l'adresse du coordinateur-projet;
- 3° le nom et l'adresse du coordinateur-réalisation dès le moment où il est désigné.

§ 4.- Le plan de sécurité et de santé est adapté en fonction des éléments suivants:

- desgevallend de wijzigingen in verband met de uitvoeringsmodaliteiten overeengekomen tussen de tussenkomen de partijen, waarvan de weerslag op het welzijn bij het werk dezelfde waarborgen biedt als de oorspronkelijk in het plan voorziene uitvoeringsmodaliteiten;
 - eventueel de opmerkingen van de tussenkomen de partijen aan wie de elementen uit het veiligheids- en gezondheidsplan die hen aanbelangen zijn overgemaakt;
 - de stand van de werken;
 - het vaststellen van onvoorziene risico's of onvoldoende onderkende gevaren;
 - het optreden of het vertrek van tussenkomen de partijen;
 - de eventueel aan het ontwerp of de werken aangebrachte wijzigingen.
- le cas échéant, les modifications relatives aux modes d'exécution, convenues entre les intervenants, dont l'incidence sur le bien-être au travail offre les mêmes garanties que les modes d'exécution inscrits initialement dans le plan;
 - s'il y a lieu, les remarques des intervenants auxquels sont transmis les éléments du plan de sécurité et de santé qui les concernent;
 - l'évolution des travaux;
 - la constatation de risques imprévus ou de dangers insuffisamment reconnus;
 - l'arrivée ou le départ d'intervenants;
 - les modifications éventuelles apportées au projet ou aux travaux.

§ 5.- Het veiligheids- en gezondheidsplan maakt integraal deel uit van het bijzonder bestek of van de contractuele documenten en wordt hierin verplicht als een afzonderlijke post opgenomen.

§ 5.- Le plan de sécurité et de santé fait partie intégrante du cahier spécial des charges ou des documents contractuels et y est obligatoirement repris sous un poste séparé.

Behalve de post bedoeld in het eerste lid bevatten de offertes de beschrijving van de uitvoeringswijzen overeenkomstig de bepalingen van het veiligheids- en gezondheidsplan.

Outre le poste visé à l'alinéa 1er, les offres comportent la description des modes d'exécution de l'ouvrage répondant aux dispositions du plan de sécurité et de santé.

Art. 6.- § 1.- Het opstellen en bijhouden van een veiligheids- en gezondheidsplan is verplicht voor de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen :

Art. 6.- § 1er.- L'établissement et la tenue d'un plan de sécurité et de santé sont obligatoires pour les chantiers temporaires ou mobiles :

- 1° waarvan de vermoedelijke duur van de werkzaamheden langer dan dertig werkdagen is en waar meer dan twintig werknemers tegelijkertijd aan het werk zijn, of
- 2° waarvan de vermoedelijke duur langer dan 500 mandagen is.

- 1° dont la durée présumée des travaux excède trente jours ouvrables et où plus de vingt travailleurs sont occupés simultanément, ou
- 2° dont la durée présumée est supérieure à 500 hommes-jours.

§ 2.- Ongeacht de voorziene preventiemaatregelen is het veiligheids- en gezondheidsplan bovendien verplicht voor bouwwerken waar één of meer van de volgende werkzaamheden uitgevoerd worden:

1° werkzaamheden die de werknemers aan gevaren van bedelving, wegzinken of vallen blootstellen, gevaren die bijzonder vergroot worden door de aard van de werkzaamheden of van de toegepaste procédés of door de omgeving van de arbeidsplaats of de werken.

Voor de toepassing van vorig lid worden inzonderheid als bijzonder vergrote gevaren beschouwd :

- het graven van sleuven of putten van meer dan 1,20 m diepte en het werken aan deze putten;
- het werken in de onmiddellijke nabijheid van materialen zoals drijfzand of slib;
- het werken met een valgevaar van een hoogte van 5 m of meer;

2° werkzaamheden die de werknemers blootstellen aan chemische en biologische agentia die een bijzonder gevaar voor de gezondheid en de veiligheid van de werknemers inhouden;

3° elk werk met ioniserende stralingen waarvoor de aanwijzing van gecontroleerde of bewaakte zones zoals bepaald in artikel 20 van Richtlijn 80/836/Euratom, vereist is;

4° werkzaamheden in de nabijheid van elektrische hoogspanningslijnen of -kabels;

5° werkzaamheden die de werknemers blootstellen aan verdrinkingsgevaar;

6° ondergrondse werken en tunnelwerken;

7° werkzaamheden met duikuitrusting;

8° werkzaamheden onder overdruk;

§ 2.- Nonobstant les mesures de prévention prévues, un plan de sécurité et de santé est en outre obligatoire pour les chantiers où un ou plusieurs des travaux suivants sont exécutés:

1° travaux exposant les travailleurs à des dangers d'ensevelissement, d'enlèvement ou de chute de hauteur, particulièrement aggravés par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage.

Pour l'application de l'alinéa précédent, sont notamment considérés comme dangers particulièrement aggravés :

- le creusement de tranchées ou de puits dont la profondeur excède 1,20 m et les travaux à ces puits ;
- le travail dans les environs immédiats de matériaux tels que le sable mouvant ou la vase;
- le travail avec danger de chute d'une hauteur de 5 m ou plus;

2° travaux exposant les travailleurs à des agents chimiques et biologiques qui présentent un risque particulier pour la sécurité et la santé des travailleurs;

3° tout travail avec radiations ionisantes qui exigent la désignation de zones contrôlées ou surveillées telles que définies à l'article 20 de la directive 80/836/Euratom;

4° travaux à proximité de lignes ou de câbles électriques à haute tension;

5° travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade;

6° travaux de terrassements souterrains et de tunnels;

7° travaux en plongée appareillée;

8° travaux en caisson d'air comprimé;

9° werkzaamheden waarbij springstoffen worden gebruikt;

10° werkzaamheden in verband met de montage of demontage van geprefabriceerde elementen.

Art. 7 – De opstelling en het bijhouden van een vereenvoudigd veiligheids- en gezondheidsplan is verplicht voor de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen andere dan deze bepaald in artikel 6.

Het vereenvoudigd plan bevat ten minste volgende elementen :

- de administratieve gegevens bedoeld in artikel 5 § 3;
- de inventarisatie en evaluatie van de risico's;
- de maatregelen ter voorkoming van de risico's als gevolg van de werkuitvoering en de wederzijdse inwerking van de activiteiten van de diverse tussenkomende partijen.

Afdeling 2 – Het coördinatiedagboek en het post-interventiedossier

Art. 8 - § 1 – Het coördinatiedagboek is het document waarin de coördinator volgende gegevens noteert :

- 1° de namen en adressen van de tussenkomende partijen, het ogenblik van hun tussenkomst op de bouwplaats en voor ieder van hen, het voorziene aantal op de bouwplaats tewerk te stellen werknemers evenals de voorziene duur van de werken;
- 2° de beslissingen, vaststellingen en gebeurtenissen die voor het ontwerp en de uitvoering van het bouwwerk van belang zijn;
- 3° de opmerkingen gemaakt aan de tussenkomende partijen en de gevolgen die ze eraan gegeven hebben;
- 4° de gevolgen gegeven aan de opmerkingen van de tussenkomende partijen en de werknemers-vertegenwoordigers die van belang zijn voor het ontwerp van het project en de uitvoering van het bouwwerk;
- 5° de verslagen van de vergaderingen van de coördiantiestructuur bedoeld in art. 10;
- 6° de arbeidsongevallen.

9° travaux comportant l'usage d'explosifs;

10° travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués.

Art 7 – L'établissement et la tenue d'un plan simplifié de santé et de sécurité sont obligatoires pour les chantiers temporaires ou mobiles, autres que ceux visés à l'article 6.

Le plan simplifié contient au moins les éléments suivants:

- les données administratives visées à l'article 5 § 3;
- l'inventaire et l'évaluation des risques;
- les mesures de prévention contre les risques résultant de l'exécution du travail et de l'interférence des activités des divers intervenants.

Section 2 – Le journal de coordination et le dossier d'intervention ultérieure.

Art. 8 - § 1er.- Le journal de coordination est le document permettant au coordinateur de consigner :

- 1° les noms et adresses des intervenants, le moment de leur intervention sur le chantier et, pour chacun d'eux, l'effectif prévu de travailleurs sur le chantier ainsi que la durée prévue des travaux;
- 2° les décisions, constatations et événements importants pour la conception du projet ou la réalisation de l'ouvrage;
- 3° les observations faites aux intervenants et les suites qu'ils y ont réservées;
- 4° les suites réservées aux observations des intervenants et des représentants des travailleurs qui sont d'importance pour la conception du projet ou la réalisation de l'ouvrage;
- 5° les rapports des réunions de la structure de coordination visée à l'article 10;
- 6° les accidents du travail

§ 2. Het aan de kenmerken van het bouwwerk aangepast postinterventiedossier bevat de voor de veiligheid en de gezondheid nuttige elementen waarmee bij eventuele latere werkzaamheden moet worden rekening gehouden.

Dit dossier bevat ten minste :

- de architecturale, technische en organisatorische elementen in verband met de uitvoering, de instandhouding en het onderhoud van het bouwwerk;
- de gegevens voor de uitvoerders van te voorziene latere werkzaamheden, inzonderheid de herstelling, vervanging of ontmanteling van installaties of constructie-elementen;
- de verantwoording van de keuzen in verband met ondermeer de toegepaste uitvoeringsmethoden, technieken, materialen of architecturale elementen.

§ 3. Het coördinatiedagboek en het postinterventiedossier zijn verplichte documenten op alle bouwplaatsen waar een coördinatie wordt verzekerd.

Afdeling 3 – De coördinatie van de preventieve acties

Onderafdeling 1 : De coördinatie van de informatie

Art. 9. De coördinator-verwezenlijking bedoeld in artikel 3, 8° van dit besluit :

- bezorgt een kopie van het Veiligheids- en gezondheidsplanaan de syndicale afvaardiging of aan het Comité Preventie en Bescherming opgericht op de bouwplaats of, bij ontstentenis hiervan, aan de preventiecomités of syndicale afvaardigingen van de tussenkomende partijen, naarmate zij werken uitvoeren;
- past, voor zover hij dit nodig acht, het Veiligheids- en gezondheidsplanaan de opmerkingen van de hierboven genoemde organen aan;
- informeert de hiervoor geciteerde organen over de belangrijke wijzigingen omtrent de veiligheid en de gezondheid van de werknemers.

§ 2.- Le dossier d'intervention ultérieure, adapté aux caractéristiques de l'ouvrage, contient les données utiles en matière de sécurité et de santé à prendre en compte lors d'éventuels travaux ultérieurs.

Ce dossier comporte au moins :

- les éléments architecturaux, techniques et organisationnels qui concernent la réalisation, la maintenance et l'entretien de l'ouvrage;
- l'information pour les exécutants de travaux ultérieurs prévisibles, notamment la réparation, le remplacement ou le démontage d'installations ou d'éléments de construction;
- la justification pertinente des choix en ce qui concerne entre autres les modes d'exécution, les techniques, les matériaux ou les éléments architecturaux.

§ 3.- Le journal de coordination et le dossier d'intervention ultérieure sont obligatoires sur tous les chantiers où une coordination est organisée.

Section 3 – La coordination des actions de prévention

Sous-section 1 : La coordination de l'information

Art. 9.- Le coordinateur-réalisation visé à l'article 3, 8° du présent arrêté :

- communique une copie du plan de sécurité à la délégation syndicale ou au comité de prévention et établi sur le chantier ou, à défaut, aux comités de prévention ou délégations syndicales des entreprises intervenantes, au fur et à mesure de leur intervention;
- adapte, s'il estime utile, le plan de sécurité aux observations qui lui sont adressées par les organes précités;
- informe les organes précités des modifications d'importance pour la sécurité et la santé des travailleurs.

- licht de hierboven genoemde organen op hun verzoek in over :
 - a. de gevolgen gegeven aan de opmerkingen bedoeld in art. 8 § 1, 4° die hen betreffen;
 - b. de contractuele modaliteiten van zijn coördinatieopdracht die van belang zijn voor de werknemers conform aan de bepalingen van art. 22.

Onderafdeling 2 : De coördinatiestructuur

Art. 10 – Een coördinatiestructuur wordt opgericht op alle bouwplaatsen waarvan, hetzij, het vermoedelijk werkvolume meer dan 5000 mandagen bedraagt, hetzij de prijs van de totale werken, geschat door de bouwdirectie belast met het ontwerp, 100 miljoen BEF, BTW niet meegerekend bedraagt, en waar ten minste drie ondernemingen gelijktijdig werken uitvoeren.

Op het gemotiveerd verzoek van de coördinator-verwezenlijking organiseert de opdrachtgever een coördinatiestructuur op andere bouwplaatsen dan deze bedoeld in het eerste lid.

Art. 11 § 1 – De coördinatiestructuur heeft tot doel bij te dragen tot de organisatie van de coördinatie op de bouwplaats.

De tussenkomsten van de coördinatiestructuur hebben tot doel :

- de informatie en raadpleging van de verschillende tussenkomende partijen evenals de onderlinge communicatie te vergemakkelijken;
- een efficiënt overleg tussen de tussenkomende partijen omtrent de toepassing van voorkomingsmaatregelen op de bouwplaats mogelijk te maken;
- elk geschil of interpretatiekwestie inzake de naleving van de voorkomingsmaatregelen op de bouwplaats te regelen;
- adviezen inzake veiligheid en gezondheid uit te brengen.

- informe à leur demande les organes précités:

- a. des suites réservées aux observations visées à l'article 8 § 1, 4°, qui les concernent;
- b. des modalités contractuelles de sa mission de coordination, qui présentent un intérêt pour les travailleurs, conformément aux dispositions de l'art. 22.

Sous-section 2 : La structure de coordination

Art. 10 - Une structure de coordination est instaurée sur tous les chantiers dont, soit, le volume présumé des travaux est supérieur à 5000 hommes-jour, soit, le prix total des travaux estimés par le maître d'oeuvre chargé de la conception excède 100 millions de FB, hors TVA, et où au moins trois entreprises interviennent simultanément.

A la demande motivée du coordinateur-réalisation, le maître d'ouvrage organise une structure de coordination sur d'autres chantiers que ceux visés à l'alinéa 1er.

Art. 11 - § 1er - La structure de coordination a pour objectif de contribuer à l'organisation de la coordination sur le chantier.

Ses interventions ont notamment pour objet:

- de faciliter l'information et la consultation des différents intervenants et la communication entre eux;
- de permettre une concertation efficace entre les intervenants quant à la mise en œuvre des mesures de prévention sur le chantier;
- de régler tout différent ou toute question d'interprétation lié au respect des mesures de prévention sur le chantier.
- d'émettre des avis dans le domaine de la sécurité et de la santé.

§ 2 – De coördinatiestructuur is samengesteld uit:

- de opdrachtgever of zijn vertegenwoordiger;
- de coördinator-verwezenlijking ;
- de verantwoordelijken van de aanwezige ondernemingen;
- de bouwdirectie belast met de uitvoering van de werken;
- de bouwdirectie belast met het toezicht op de uitvoering van de werken;
- twee vertegenwoordigers van het comité Preventie en Bescherming of van de syndicale afvaardiging op de bouwplaats of, bij ontstentenis, een vertegenwoordiger van elk preventiecomité of elke syndicale afvaardiging van de op de bouwplaats aanwezige aannemers;
- de adviseurs van de diensten voor preventie en bescherming van de op de bouwplaats aanwezige aannemers wanneer hun aanwezigheid door de coördinator-verwezenlijking vereist wordt;
- twee vertegenwoordigers van het comité voor Preventie en Bescherming van de onderneming van de opdrachtgever, wanneer de tijdelijke of mobiele bouwplaats gelegen is in een instelling of een site waar de opdrachtgever personeel tewerkstelt;
- iedere andere persoon die door de opdrachtgever wordt uitgenodigd.

§ 3 – Op initiatief of op het gemotiveerd verzoek van een lid of van de bevoegde ambtenaar roept de coördinator-verwezenlijking de leden van de coördinatiestructuur waarvan hij voorzitter is, samen.

Hoofdstuk II – Toepassing van de coördinatie

Afdeling 1 – De coördinatie van het ontwerp van het bouwwerk

Art. 12.- § 1.-Behalve indien met zekerheid vaststaat dat de werken op de tijdelijke of mobiele bouwplaats door één enkele aannemer zullen worden uitgevoerd, stelt de opdrachtgever van bij het begin van de studiefase van het ontwerp dat betrekking heeft op de bedoelde werken een coördinator-ontwerp aan.

§ 2 - La structure de coordination est composée :

- du maître d’ouvrage ou de son représentant;
- du coordinateur-réalisation;
- des responsables des entreprises présentes;
- du maître d’œuvre chargé de la réalisation des travaux;
- du maître d’œuvre chargé du contrôle de la réalisation des travaux;
- de deux représentants du comité de prévention et de protection ou de la délégation syndicale du chantier ou, à défaut, d’un représentant de chacun des comités de prévention ou des délégations syndicales des entreprises intervenantes ;
- des conseillers des services de prévention et de protection des entreprises présentes sur le chantier, lorsque leur présence est requise par le coordinateur-réalisation;
- de deux représentants du comité de prévention et de protection de l’entreprise du maître d’ouvrage, lorsque le chantier temporaire ou mobile est situé dans un établissement ou sur un site où le maître d’ouvrage accupe du personnel ;
- de toute autre personne invitée par le maître d’ouvrage.

§ 3 - Le coordinateur-réalisation convoque, d’initiative ou à la demande motivée d’un membre ou du fonctionnaire compétent, la structure de coordination, dont il est le président.

Chapitre II – Mise en oeuvre de la coordination

Section 1 – La coordination du projet de l’ouvrage

Art. 12.- § 1.-Sauf dans les cas où il est établi avec certitude que les travaux sur le chantier temporaire ou mobile seront exécutés par un seul entrepreneur, le maître d’ouvrage désigne un coordinateur-projet dès le début de la phase d’étude du projet se rapportant auxdits travaux .

§ 2.- Wanneer het bouwwerk niet bestemd is voor professioneel of commercieel gebruik en de werkzaamheden ondernomen worden voor rekening van een particulier, valt de in § 1 bedoelde verplichting van de opdrachtgever ten laste van de bouwdirectie belast met het ontwerp.

§ 3.- De bouwdirectie belast met het ontwerp mag de ontwerpfase van het project niet aanvatten, zolang de coördinator-ontwerp niet is aangesteld.

§ 4.- De personen belast met de aanstelling van de coördinator-ontwerp zien erop toe dat deze:

- 1° zijn opdrachten, bedoeld in artikel 16, te allen tijde volledig en adequaat vervult;
- 2° betrokken wordt bij alle etappes van de werkzaamheden voor de uitwerking, wijzigingen en aanpassingen van het ontwerp van het bouwwerk,
- 3° alle informatie krijgt die nodig is voor de uitvoering van zijn opdracht; hiertoe wordt de coördinator uitgenodigd op alle vergaderingen, georganiseerd door de bouwdirectie en ontvangt hij alle door deze bouwdirectie verwezenlijkte studies binnen een termijn die hem toelaat zijn opdracht uit te voeren;
- 4° hen bij het einde van zijn opdracht een exemplaar van het geactualiseerde veiligheids- en gezondheidsplan, het geactualiseerde coördinatie-dagboek en het postinterventiedossier overmaakt.

§ 5.- Zonder afbreuk te doen aan de verantwoordelijkheden van de verschillende tussenkomende partijen, zien de personen belast met de aanstelling van de coördinator-ontwerp erop toe dat de verschillende tussenkomende partijen samenwerken en hun activiteiten coördineren, teneinde aan deze laatste het gezag, de middelen en de informatie te geven die nodig zijn voor de goede uitvoering van zijn opdracht;

Art. 13.- § 1.- De aangeduide coördinator-ontwerp kan bijgestaan worden door één of meerdere adjuncten.

§ 2.- Lorsque l'ouvrage n'est pas destiné à un usage professionnel ou commercial et que les travaux sont entrepris pour le compte d'un particulier, l'obligation du maître d'ouvrage, visée au § 1er, incombe au maître d'œuvre chargé de la conception.

§ 3.- Le maître d'oeuvre chargé de la conception ne peut entamer la phase de conception du projet tant que le coordinateur-projet n'est pas désigné.

§ 4.- Les personnes chargées de la désignation du coordinateur-projet veillent à ce que celui-ci:

- 1° remplisse en tout temps et de façon adéquate les tâches visées à l'article 16;
- 2° soit associé à toutes les étapes des activités relatives à l'élaboration, aux modifications et aux adaptations du projet de l'ouvrage ;
- 3° reçoive toutes les informations nécessaires à l'exécution de ses tâches, ;à cet effet, le coordinateur est invité aux réunions organisées par le maître d'œuvre et est rendu destinataire, dans un délai permettant l'exercice de sa fonction, de toutes les études réalisées par ce maître d'œuvre;
- 4° leur remette, en fin de mission, un exemplaire du plan de sécurité et de santé actualisé, du journal de coordination actualisé, et du dossier d'intervention ultérieure.

§ 5.- Sans préjudice des responsabilités des différents intervenants, les personnes chargées de la désignation du coordinateur-projet veillent à la coopération des intervenants et à la coordination de leurs activités, en vue d'assurer au coordinateur l'autorité, les moyens et les informations nécessaires à la bonne exécution de ses tâches ;

Art. 13.- § 1er.- Le coordinateur-projet désigné peut être assisté par un ou plusieurs adjoints.

§ 2.- De opdracht van de coördinator-ontwerp eindigt bij de overdracht van het veiligheids- en gezondheidsplan, het coördinatieboek en het post-interventiedossier aan de opdrachtgever of bij toepassing van art. 12 § 2, aan de bouwdirectie belast met het ontwerp.

Art. 14 – De aanstelling van de coördinator-ontwerp gebeurt op basis van een schriftelijke overeenkomst.

In afwijking van het eerste lid gebeurt de aanstelling van de coördinator-ontwerp op basis van een eenvoudig document wanneer de coördinator een werknemer van de opdrachtgever is of, bij toepassing van artikel 12 § 2, van de bouwdirectie belast met het ontwerp.

Art. 15.- § 1.- De overeenkomst en het document, bedoeld in artikel 14, bepalen de regels voor het vervullen van de opdrachten van de coördinator-ontwerp en de hem ter beschikking gestelde middelen. Deze overeenkomst en dit document mogen geen clausules bevatten, waardoor de verantwoordelijkheden die, krachtens de wet of dit besluit, aan de tussenkomende partijen toekomen, geheel of gedeeltelijk aan de coördinator worden overgedragen.

§ 2.- De overeenkomst en het document bepalen inzonderheid:

- 1° de taken die de coördinator-ontwerp in toepassing van artikel 16 moet vervullen;
- 2° het ogenblik waarop de coördinator-ontwerp zijn opdracht aanvangt;
- 3° de verplichtingen van de personen belast met de aanstelling van de coördinator-ontwerp, voortvloeiend uit de bepalingen van artikel 12, §§ 4 en 5;

§ 3.- Het document bedoeld in artikel 14, lid 2 bepaalt bovendien :

§ 2.- La mission du coordinateur-projet prend fin par la transmission du plan de sécurité et de santé, du journal de coordination et du dossier d'intervention ultérieure au maître d'ouvrage, ou, en cas d'application de l'art. 12 § 2, au maître d'oeuvre chargé de la conception.

Art. 14 – La désignation du coordinateur-projet fait l'objet d'une convention écrite.

Par dérogation à l'alinéa 1er, la désignation du coordinateur-projet fait l'objet d'un simple document, lorsque le coordinateur est un travailleur du maître d'ouvrage ou, en cas d'application de l'article 12 § 2, du maître d'oeuvre chargé de la conception.

Art. 15.- § 1er.- La convention et le document, visé à l'article 14, définissent les règles relatives à l'accomplissement des tâches du coordinateur-projet ainsi que les moyens mis à sa disposition. Ces conventions et document ne peuvent contenir de clauses qui transfèrent au coordinateur tout ou partie des responsabilités incombant aux autres intervenants en application de la loi ou du présent arrêté.

§ 2.- La convention et le document précisent notamment:

- 1° les tâches que le coordinateur-projet est tenu d'accomplir, en exécution de l'article 16 ;
- 2° le moment auquel le coordinateur-projet entame sa mission;
- 3° les obligations des personnes chargées de la désignation du coordinateur-projet, qui résultent des dispositions de l'article 12, §§ 4 et 5;

§ 3.- Le document visé à l'article 14, al. 2 précise en outre :

- 1° indien zulks het geval is, het aantal adjuncten van de coördinator-ontwerp en de wijze waarop zij worden aangesteld, met dien verstande dat zij aan dezelfde regels onderworpen zijn voor het vervullen van hun opdracht als de coördinator-ontwerp;
- 2° de eventuele medewerkers, lokalen en arbeidsmiddelen die ter beschikking gesteld worden van de coördinator-ontwerp;
- 3° de tijd die de coördinator-ontwerp en zijn eventuele adjuncten en medewerkers voor het vervullen van de coördinatieopdracht ter beschikking gesteld wordt;

Art. 16.- Naast de coördinatie van de toepassing van de bepalingen van artikel 17 van de wet, is de coördinator-ontwerp, in toepassing van artikel 18 van de wet, inzonderheid belast met de volgende taken :

- a. hij stelt het veiligheids- en gezondheidsplan op in toepassing van de bepalingen van artikel 5, §§ 1 tot 3, van dit besluit;
- b. hij past het veiligheids- en gezondheidsplan aan overeenkomstig de bepalingen van artikel 5, § 4 van dit besluit;
- c. hij maakt de elementen van het veiligheids- en gezondheidsplan over aan de tussenkommende partijen voor zover deze elementen hen betreffen;
- d. hij controleert of de offertes, bedoeld in artikel 5, § 5 in overeenstemming zijn met het veiligheids- en gezondheidsplan.
- e. hij opent het coördinatiedagboek en het postinterventiedossier, houdt ze bij en vult ze aan overeenkomstig de bepalingen van artikel 8 van dit besluit;

- 1° s'il y a lieu, le nombre d'adjoints du coordinateur-projet et leur mode de désignation étant entendu qu'ils sont soumis, pour l'accomplissement de leurs tâches, aux mêmes règles que le coordinateur-projet;
- 2° les éventuels collaborateurs, les locaux et les équipements de travail mis à la disposition du coordinateur projet;
- 3° le temps mis à la disposition du coordinateur-projet et de ses adjoints et collaborateurs éventuels pour l'exécution de la mission de coordination;

Art. 16.- Outre la coordination de la mise en oeuvre des dispositions de l'article 17 de la loi, le coordinateur-projet est, en application de l'article 18 de la loi, notamment chargé des tâches suivantes:

- a. il établit le plan de sécurité et de santé conformément aux dispositions de l'article 5, §§ 1 à 3, du présent arrêté;
- b. il adapte le plan de sécurité et de santé conformément aux dispositions de l'article 5, § 4, du présent arrêté ;
- c. il transmet les éléments du plan de sécurité et de santé aux intervenants pour autant que ces éléments les concernent;
- d. il vérifie la conformité des offres, visées à l'article 5 § 5, au plan de sécurité et de santé.
- e. il ouvre le journal de coordination et le dossier d'intervention ultérieure, les tient et les complète conformément aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté;

f. hij draagt het veiligheids- en gezondheidsplan, het coördinatiedagboek en het postinterventiedossier, al naargelang van het geval, over aan de opdrachtgever of de bouwdirectie belast met het ontwerp en stelt die overdracht en het einde van het ontwerp van bouwwerk vast in het coördinatiedagboek en in een afzonderlijk document.

Afdeling 2 – De coördinatie van de uitvoering van het bouwwerk

Art. 17 – De coördinatie, uitgevoerd in de loop van de ontwerpfase van het bouwwerk wordt in de fase van de uitvoering van de werken op de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen niet verdergezet, wanneer deze werken door één enkele aannemer worden uitgevoerd.

In dit geval past de aannemer de voorschriften toe van het veiligheids- en gezondheidsplan dat door de coördinator-ontwerp werd opgesteld en waarvan hij door de opdrachtgever in het bezit werd gesteld.

Art. 18 - § 1 – Vóór het begin van de uitvoering van de werken op de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen stelt de opdrachtgever een coördinator-verwezenlijking aan.

§ 2.- Wanneer het bouwwerk niet bestemd is voor professioneel of commercieel gebruik en de werkzaamheden ondernomen worden voor rekening van een particulier, valt de in § 1 bedoelde verplichting van de opdrachtgever ten laste van de bouwdirectie belast met de controle op de uitvoering of bij ontstentenis, van de bouwdirectie belast met de uitvoering.

§ 3.- De personen belast met de aanstelling van de coördinator-verwezenlijking zien erop toe dat die coördinator in het bezit gesteld wordt van een exemplaar van het veiligheids- en gezondheidsplan, het coördinatiedagboek en het postinterventiedossier.

f. il transmet le plan de sécurité et de santé, le journal de coordination et le dossier d'intervention ultérieure, selon le cas, au maître d'ouvrage ou au maître d'œuvre chargé de la conception et acte cette transmission et la fin du projet de l'ouvrage dans le journal de coordination et dans un document distinct.

Section 2 – La coordination de la réalisation de l'ouvrage.

Art. 17 – La coordination, exécutée au cours de la phase de conception du projet, n'est pas poursuivie durant la phase de réalisation des travaux sur le chantier temporaire ou mobile lorsque ceux-ci sont exécutés par un seul entrepreneur.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1er, l'entrepreneur applique les prescriptions du plan de sécurité et de santé établi par le coordinateur-projet et dont le maître d'ouvrage l'aura mis préalablement en possession.

Art. 18 - § 1er. – Le maître d'ouvrage désigne un coordinateur-réalisation avant le début de l'exécution des travaux sur le chantier temporaire ou mobile.

§ 2.- Lorsque l'ouvrage n'est pas destiné à un usage professionnel ou commercial et que les travaux sont entrepris pour le compte d'un particulier, l'obligation du maître d'ouvrage, visée au § 1er, incombe au maître d'œuvre chargé du contrôle de l'exécution ou, à défaut, au maître d'œuvre chargé de l'exécution..

§ 3.- Les personnes chargées de la désignation du coordinateur-réalisation veillent à ce que ce coordinateur soit mis en possession d'un exemplaire du plan de sécurité et de santé, du journal de coordination et du dossier d'intervention ultérieure.

§ 4.- De personen belast met de aanstelling van de coördinator-verwezenlijking zien erop toe dat deze laatste:

§ 4.- Les personnes chargées de la désignation du coordinateur-réalisation veillent à ce que celui-ci:

- 1° zijn opdrachten, bedoeld in artikel 23, te allen tijde volledig en adequaat vervult;
- 2° betrokken wordt bij alle etappes van de werkzaamheden voor de uitvoering van het bouwwerk,
- 3° alle informatie krijgt die nodig is voor de uitvoering van zijn opdracht; hiertoe wordt de coördinator uitgenodigd op de vergaderingen door de bouwdirectie georganiseerd en ontvangt hij alle door de bouwdirectie verwezenlijkte studies binnen een termijn die hem toelaat zijn opdracht uit te voeren;
- 4° op het einde van zijn opdracht aan de opdrachtgever een exemplaar van de documenten bedoeld in artikel 23, 4° b van dit besluit tegen ontvangstbewijs, overmaakt.

- 1° remplisse en tout temps et de façon adéquate les tâches, visées à l'article 23 ;
- 2° soit associé à toutes les étapes des activités relatives à la réalisation de l'ouvrage ;
- 3° reçoive toutes les informations nécessaires à l'exécution de ses tâches ; à cet effet le coordinateur est invité aux réunions organisées par le maître d'œuvre et est rendu destinataire, dans un délai permettant l'exercice de sa fonction, de toutes les études réalisées par ce maître d'œuvre;
- 4° remette au maître de l'ouvrage, en fin de mission, avec accusé de réception, un exemplaire des documents visés à l'article 23, 4° b, du présent arrêté;

§ 5.- Zonder afbreuk te doen aan de verantwoordelijkheden van de verschillende tussenkomende partijen, zien de personen belast met de aanstelling van de coördinator erop toe dat de verschillende tussenkomende partijen samenwerken en hun activiteiten coördineren, teneinde aan deze laatste het gezag, de middelen en de informatie te geven die nodig zijn voor de goede uitvoering van zijn taken;

§ 5.- Sans préjudice des responsabilités des différents intervenants, les personnes chargées de la désignation du coordinateur-réalisation veillent à la coopération des divers intervenants et à la coordination de leurs activités, en vue d'assurer au coordinateur l'autorité, les moyens et les informations nécessaires à la bonne exécution de ses tâches.

§ 6 – Behalve in geval van overmacht mogen de werken op de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen niet aangevat worden voordat de coördinator-verwezenlijking aangesteld en het veiligheids- en gezondheidsplan opgesteld werd.

§ 6. – Sauf cas de force majeure, les travaux ne peuvent débiter sur les chantiers temporaires ou mobiles qu'après la désignation du coordinateur-réalisation et l'établissement du plan de sécurité et de santé.

Art. 19 – In afwijking van art. 18 § 1 en behalve in gevallen van overmacht, wordt een coördinator-verwezenlijking aangesteld van zodra zich onvoorziene omstandigheden voordoen die de aannemer of de opdrachtgever ertoe aanzetten beroep te doen op één of meerdere bijkomende aannemers.

Art. 19 - Par dérogation à l'article 18 § 1er, et sauf dans les cas de force majeure, la désignation d'un coordinateur-réalisation a lieu dès le moment de la survenance de circonstances imprévues qui amènent l'entrepreneur ou le maître d'ouvrage à faire appel à l'intervention complémentaire d'un ou de plusieurs autres entrepreneurs.

Art. 20.- § 1.- De aangeduide coördinator-verwezenlijking kan bijgestaan worden door één of meerdere adjuncten.

§ 2.- De functies van coördinator-ontwerp en van coördinator-verwezenlijking mogen door eenzelfde persoon vervuld worden.

Art. 21.- De aanstelling van de coördinator-verwezenlijking gebeurt op basis van een geschreven overeenkomst.

In afwijking van het eerste lid gebeurt de aanstelling van de coördinator-verwezenlijking op basis van een eenvoudig document indien de coördinator een werknemer van de bouwheer is of, bij toepassing van artikel 18 § 2, van de betrokken bouwdirectie.

Art. 22.- § 1.- De overeenkomst en het document, bedoeld in artikel 21, bepalen de regels voor het vervullen van de opdrachten van de coördinator-verwezenlijking en de hem ter beschikking gestelde middelen. Deze overeenkomst of dit document mogen, geen clausules bevatten waardoor de verantwoordelijkheden die, in toepassing van de wet of dit besluit, aan de andere tussenkomende partijen toekomen, geheel of gedeeltelijk aan de coördinator worden overgedragen.

§ 2.- De overeenkomst en het document bepalen inzonderheid :

- 1° de door de coördinator-verwezenlijking te vervullen opdrachten in toepassing van artikel 23;
- 2° het ogenblik waarop de coördinator-verwezenlijking zijn opdracht aanvangt;
- 3° de verplichtingen van de personen belast met de aanstelling van de coördinator-verwezenlijking, voortvloeiend uit de bepalingen van artikel 18, §§ 3, 4 en 5;

§ 3.- Het document bedoeld in artikel 21, lid 2 bepaalt bovendien :

Art. 20.- § 1er.- Le coordinateur-réalisation désigné peut être assisté par un ou plusieurs adjoints.

§ 2.- Les fonctions de coordinateur-projet et de coordinateur-réalisation peuvent être remplies par une même personne.

Art. 21.- La désignation du coordinateur-réalisation fait l'objet d'une convention écrite.

Par dérogation à l'alinéa 1er, la désignation du coordinateur-réalisation fait l'objet d'un simple document, lorsque le coordinateur est un travailleur du maître d'ouvrage ou, en cas d'application de l'article 18 § 2, du maître d'oeuvre concerné.

Art. 22 § 1er.- La convention et le document, visé à l'article 21, définissent les règles relatives à l'accomplissement des tâches du coordinateur-réalisation, ainsi que les moyens mis à sa disposition. Ces conventions et documents ne peuvent contenir des clauses qui transfèrent au coordinateur tout ou partie des responsabilités incombant aux autres intervenants en application de la loi ou du présent arrêté.

§ 2. La convention et le document précisent notamment:

- 1° les tâches que le coordinateur-réalisation est tenu d'accomplir, en exécution de l'article 23 ;
- 2° le moment auquel le coordinateur-réalisation entame sa mission;
- 3° les obligations des personnes chargées de la désignation du coordinateur-réalisation, qui résultent des dispositions de l'article 18, §§ 3, 4 et 5.

§ 3.- Le document visé à l'article 21, al. 2 précise en outre :

- 1° indien zulks het geval is, het aantal adjuncten van de coördinator-verwezenlijking en de wijze waarop zij voor het vervullen van hun opdracht worden aangesteld, met dien verstande dat zij aan dezelfde regels voor het vervullen van hun opdracht als de coördinator-verwezenlijking onderworpen zijn;
- 2° de eventuele medewerkers, lokalen en arbeidsmiddelen die aan de coördinator-verwezenlijking ter beschikking gesteld worden;
- 3° de tijd die aan de coördinator-verwezenlijking en zijn eventuele adjuncten en medewerkers voor het vervullen van de coördinatieopdracht ter beschikking gesteld wordt;

Art. 23.- In toepassing van artikel 22 van de wet heeft de coördinator-verwezenlijking de volgende opdrachten:

- 1° algemeen:
 - a. hij coördineert de uitvoering van de algemene preventiebeginselen, bedoeld in artikel 5 van de wet, bij de technische of organisatorische keuzen met het oog op de planning van de verschillende werken of werkfasen die tegelijkertijd of na elkaar worden uitgevoerd evenals bij de raming van de duur van de uitvoering ervan;
 - b. hij coördineert de uitvoering van de relevante schikkingen opdat de aannemers:
 - tijdens de uitvoering van het bouwwerk de algemene preventiebeginselen en de na te leven beginselen, bedoeld in de artikelen 4 en 5 van de wet en artikel 30 van dit besluit, coherent toepassen;
 - het veiligheids- en gezondheidsplan toepassen;

- 1° s'il y a lieu, le nombre d'adjoints du coordinateur-réalisation et leur mode de désignation, étant entendu qu'ils sont soumis, pour l'accomplissement de leur mission, aux mêmes règles que le coordinateur-réalisation;
- 2° les éventuels collaborateurs, les locaux et les équipements de travail mis à la disposition du coordinateur réalisation;
- 3° le temps mis à la disposition du coordinateur-réalisation et de ses adjoints et collaborateurs éventuels pour l'exécution de la mission de coordination.

Art. 23.- En application de l'article 22 de la loi, le coordinateur-réalisation est chargé des missions suivantes:

- 1° en général:
 - a. il coordonne la mise en œuvre des principes généraux de prévention, visés à l'article 5 de la loi, lors des choix techniques ou organisationnels afin de planifier les différents travaux ou phases de travail qui se déroulent simultanément ou successivement ainsi que lors de la prévision de la durée impartie à leur réalisation;
 - b. il coordonne la mise en œuvre des dispositions pertinentes afin que les entrepreneurs:
 - appliquent de façon cohérente les principes généraux de prévention et les principes à observer lors de la réalisation de l'ouvrage, visés aux articles 4 et 5 de la loi, et à l'article 30 du présent arrêté;
 - appliquent le plan de sécurité et de santé;

- c. hij organiseert, met het oog op de bescherming van de werknemers en de voorkoming van ongevallen en beroepsmatige gezondheidsrisico's, de samenwerking en de wederzijdse informatie tussen de aannemers die terzelfdertijd of na elkaar op de bouwplaats een activiteit uitoefenen, coördineert hun activiteiten en verstrekt hen aanwijzingen terzake;
 - d. hij coördineert de controle op de juiste toepassing van de werkprocedures;
 - e. hij treft de nodige maatregelen opdat alleen personen die daartoe de toelating hebben gekregen, de bouwplaats kunnen betreden;
 - f. hij roept de coördinatiestructuur samen overeenkomstig de bepalingen van artikel 11 ter § 3.
- 2° In verband met het veiligheids- en gezondheidsplan:
- a. hij past het veiligheids- en gezondheidsplan aan overeenkomstig de bepalingen van artikel 5, § 4;
 - b. hij maakt de elementen van het aangepast veiligheids- en gezondheidsplan over aan de tussenkomende partijen voor zover deze elementen hen aanbelangen.
- 3° In verband met het coördinatiedagboek:
- a. hij noteert de opmerkingen van de aannemers in het coördinatiedagboek en laat ze door de betrokken partijen viseren;
 - b. hij houdt het coördinatiedagboek bij en vult het aan overeenkomstig de bepalingen van artikel 8 van dit besluit;
- c. il organise, en vue de la protection des travailleurs et de la prévention des accidents et des risques professionnels d'atteinte à la santé, la coopération et l'information mutuelle entre les entrepreneurs qui exercent simultanément ou successivement une activité sur le chantier, il coordonne leurs activités et leur fournit des indications en la matière;
 - d. il coordonne la surveillance de l'application correcte des procédures de travail;
 - e. il prend les mesures nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier;
 - f. il convoque la structure de coordination conformément aux dispositions de l'article 11 § 3.
- 2° en ce qui concerne le plan de sécurité et de santé:
- a. il adapte le plan de sécurité et de santé conformément aux dispositions de l'article 5, § 4.
 - b. il transmet les éléments du plan de sécurité et de santé adapté aux intervenants pour autant que ces éléments les concernent.
- 3° En ce qui concerne le journal de coordination:
- a. il consigne les remarques des entrepreneurs dans le journal de coordination et les fait viser par les intéressés;
 - b. il tient le journal de coordination et le complète conformément aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté;

- c. hij noteert in het coördinatiedagboek de tekortkomingen aan de algemene preventiebeginselen, de toepasselijke regels en de concrete maatregelen aangepast aan de specifieke kenmerken van de tijdelijke of mobiele bouwplaats, of aan het veiligheids- en gezondheidsplan, en stelt de opdrachtgever of, ingeval van toepassing van artikel 18 § 2, de betrokken bouwdirectie, hiervan in kennis;

4° na de beëindiging van de werken:

- a. vult hij het postinterventiedossier aan in functie van de elementen van het geactualiseerde veiligheids- en gezondheidsplan die voor de uitvoering van latere werkzaamheden aan het bouwwerk van belang zijn;
- b. maakt hij bij de voorlopige oplevering van het bouwwerk, de volgende documenten over aan de opdrachtgever of bij toepassing van art. 18 § 2, aan de betrokken bouwdirectie :
- het postinterventiedossier;
 - het geactualiseerde veiligheids- en gezondheidsplan;

- het geactualiseerde coördinatiedagboek.

Deze overdracht wordt genoteerd in een proces-verbaal dat bij het postinterventiedossier gevoegd wordt en dat tevens het einde van de opdracht van de coördinator-verwezenlijking bevestigt.

Bij toepassing van art. 18 § 2 maakt de betrokken bouwdirectie het postinterventiedossier over aan de opdrachtgever.

Titel III – Bepalingen van toepassing op alle bouwplaatsen

Art. 24 – De bepalingen van deze titel zijn van toepassing op de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen waar werken door één of meerdere aannemers worden uitgevoerd.

- c. il inscrit au journal de coordination les manquements aux principes généraux de prévention, aux règles applicables et mesures concrètes adaptées aux caractéristiques spécifiques du chantier, ou au plan de sécurité et de santé, et en informe le maître d'ouvrage ou, en cas d'application de l'article 18 § 2, le maître d'oeuvre concerné;

4° après la fin des travaux:

- a. il complète le dossier d'intervention ultérieure en fonction des éléments du plan de sécurité et de santé actualisé qui présentent un intérêt pour l'exécution de travaux ultérieurs à l'ouvrage.
- b. lors de la réception provisoire de l'ouvrage, il remet les documents suivants au maître d'ouvrage ou, en cas d'application de l'art. 18 §2, au maître d'oeuvre concerné :
- le dossier d'intervention ultérieure à l'ouvrage;
 - le plan de sécurité et de santé actualisé;

- le journal de coordination actualisé.

Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal qui est joint au dossier de travaux ultérieurs à l'ouvrage et qui confirme également la fin de la mission du coordinateur-réalisation.

En cas d'application de l'art. 18 § 2 le maître d'oeuvre concerné remet le dossier d'intervention ultérieur au maître d'ouvrage.

Titre III – Dispositions applicables à tous les chantiers.

Art. 24 – Les dispositions du présent titre sont applicables aux chantiers temporaires ou mobiles où s'effectuent des travaux exécutés par un ou plusieurs entrepreneurs.

Afdeling 1 – Voorafgaande kennisgeving van de werken

Art. 25.- § 1.- Voor elke tijdelijke of mobiele bouwplaats bedoeld in artikel 6, §§ 1 en 2 van dit besluit, doet de bouwdirectie belast met de uitvoering een volgens bijlage II van dit besluit opgestelde voorafgaande kennisgeving aan de met het toezicht belaste ambtenaar behorende tot de Administratie van de Arbeidsveiligheid, ten minste vijftien kalenderdagen vóór het begin van de werken op de bouwplaats.

§ 2.- Een kopie van de voorafgaande kennisgeving bedoeld in § 1 moet zichtbaar op de bouwplaats worden aangeplakt ten minste tien kalenderdagen vóór het begin van de werken.

§ 3.- In geval van onvoorziene en dringende werken wordt de kennisgeving bedoeld in § 1 vervangen door een mededeling, gedaan ten laatste de dag zelf van het begin van de werken door middel van een geschikt technologisch middel.

De gegevens vervat in deze mededeling zijn dezelfde als deze bepaald in bijlage II van dit besluit.

Section 1 – Notification préalable du chantier

Art. 25.- § 1er – Pour chaque chantier temporaire ou mobile visé à l'article 6, §§ 1 et 2, du présent arrêté, le maître d'œuvre chargé de l'exécution fait une notification préalable, rédigée conformément à l'annexe II du présent arrêté, au fonctionnaire chargé de la surveillance et dépendant de l'Administration de la sécurité du travail, au moins quinze jours calendriers avant le début des travaux sur le chantier.

§ 2.- Une copie de la notification préalable, visée au §1er, doit être affichée visiblement sur le chantier au moins dix jours calendriers avant le début des travaux.

§ 3.- En cas de travaux imprévus et urgents, la notification visé au § 1er, est remplacée par une communication, faite au plus tard le jour même du début des travaux, par un moyen technologique approprié.

Les données contenues dans cette communication sont les mêmes que celles déterminées à l'annexe II du présent arrêté.

Afdeling 2 – De opstelling van het postinterventiedossier.

Art. 26 – Het postinterventiedossier bedoeld in artikel 8 § 2 van dit besluit is van toepassing op alle tijdelijke of mobiele bouwplaatsen.

In afwijking van het eerste lid is het postinterventiedossier op tijdelijke of mobiele bouwplaatsen waar de werken door één enkele aannemer worden uitgevoerd slechts van toepassing, voor zover deze werken betrekking hebben op de structuur of de essentiële elementen van het bouwwerk.

Art. 27 - In het geval bedoeld in artikel 26, lid 2 stelt de opdrachtgever het postinterventiedossier op of laat dit opstellen door een derde die hij aanstelt.

De opdrachtgever ziet er tevens op toe dat het postinterventiedossier wordt aangepast aan de wijzigingen die in de uitvoeringsfase van de werken eventueel aan het project worden aangebracht.

Afdeling 3 – De overdracht van het postinterventiedossier.

Art. 28 - Een exemplaar van het postinterventiedossier wordt gevoegd bij elke notariële akte opgesteld naar aanleiding van de gehele of gedeeltelijke overdracht van het bouwwerk.

Art. 29 – De opdrachtgever is ertoe gehouden het postinterventiedossier ter beschikking te stellen van de coördinator of, bij ontstentenis, van de aannemer op het ogenblik dat deze personen betrokken worden bij de coördinatie of de uitvoering van de latere werken aan het bouwwerk.

Afdeling 4 – Specifieke verplichtingen van de aannemers.

Section 2 – L'établissement d'un dossier d'intervention ultérieure.

Art.26 – Le dossier d'intervention ultérieure visé à l'article 8 § 2 du présent arrêté est applicable à tous les chantiers temporaires ou mobiles.

Par dérogation à l'alinéa 1er, le dossier d'intervention ultérieure n'est applicable aux chantiers temporaires ou mobiles où s'effectuent des travaux exécutés par un seul entrepreneur que pour autant que ces travaux se rapportent à la structure ou aux éléments essentiels de l'ouvrage.

Art 27 – Dans l'hypothèse visée à l'article 26, alinéa 2, le maître d'ouvrage établit, ou fait établir par un tiers qu'il désigne, le dossier d'intervention ultérieure.

Le maître d'ouvrage veille également à ce que le dossier d'intervention ultérieure soit adapté aux éventuelles modifications apportées au projet durant la phase de réalisation des travaux.

Section 3 – La transmission du dossier d'intervention ultérieure.

Art.28 - Un exemplaire du dossier d'intervention ultérieure est joint à tout acte notarié établi lors de la mutation totale ou partielle de l'ouvrage.

Art 29 – Le maître d'ouvrage est tenu de mettre le dossier d'intervention ultérieure à la disposition du coordinateur ou, à défaut, de l'entrepreneur, au moment où ces personnes sont concernées par la coordination ou l'exécution de travaux ultérieurs de l'ouvrage.

Section 4 – Obligations spécifiques des entrepreneurs

Art. 30.- §1.- Onverminderd de verplichtingen die zij hebben ingevolge andere bepalingen inzake de veiligheid en de gezondheid van de werknemers, passen de aannemers de algemene preventiebeginselen toe bedoeld in artikel 5 van de wet, inzonderheid wat betreft:

- 1° het in goede orde en met voldoende bescherming van de gezondheid in stand houden van de bouwplaats;
- 2° de keuze van de plaatsing van de werkplekken, rekening houdend met de toegangsmogelijkheden tot de werkplekken en de vaststelling van verplaatsings- of verkeerswegen of -zones op de bouwplaats;
- 3° de voorwaarden van intern transport en interne behandeling van de materialen en het materieel;
- 4° het onderhoud, de controle vóór inbedrijfstelling en de periodieke controle van de installaties en toestellen, ten einde gebreken te voorkomen die de veiligheid en gezondheid van de werknemers in gevaar kunnen brengen;
- 5° de afbakening en inrichting van zones voor definitieve en tussenopslag van de verschillende materialen, met name wanneer het gaat om gevaarlijke materialen of stoffen;
- 6° de voorwaarden voor de verwijdering van gevaarlijke materialen;
- 7° de opslag en de verwijdering of afvoer van afval en puin;
- 8° de aanpassing van de daadwerkelijke duur van de verschillende soorten werken of werkfasen, afhankelijk van de evolutie van de bouwplaats;
- 9° de samenwerking tussen de aannemers;
- 10° de wederzijdse inwerkingen met exploitatie- of andere activiteiten ter plaatse op of in de nabijheid van de bouwplaats.

Art. 30.- § 1er.- Sans préjudice des obligations qui leur incombent en application d'autres dispositions en matière de sécurité et de santé des travailleurs, les entrepreneurs appliquent les principes généraux de prévention visés à l'article 5 de la loi, notamment en ce qui concerne:

- 1° la maintenance du chantier en bon ordre et à un niveau satisfaisant de protection de la santé;
- 2° le choix de l'emplacement des postes de travail, en prenant en compte les conditions d'accès à ces postes, et la détermination des voies ou zones de déplacement ou de circulation;
- 3° les conditions de transport et de manutention internes des matériaux et matériels;
- 4° l'entretien, le contrôle avant mise en service et le contrôle périodique des installations et dispositifs afin d'éliminer les défauts susceptibles d'affecter la sécurité et la santé des travailleurs;
- 5° la délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses;
- 6° les conditions de l'enlèvement des matériaux dangereux;
- 7° le stockage et l'élimination ou l'évacuation des déchets et des décombres;
- 8° l'adaptation, en fonction de l'évolution du chantier, de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail;
- 9° la coopération entre les entrepreneurs;
- 10° les interactions avec des activités d'exploitation ou autres sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.

§2.- Hiertoe passen zij de voorschriften toe bedoeld in bijlage III, en, in de mate dat hun handelingen een gevolg kunnen hebben voor de veiligheid en de gezondheid van de werknemers op de bouwplaats of in de onmiddellijke nabijheid ervan, de andere voorschriften van de wet en haar uitvoeringsbesluiten.

Art. 31.- In geval van gelijktijdige of achtereenvolgende aanwezigheid op eenzelfde bouwplaats van tenminste twee aannemers, moeten deze samenwerken bij de uitvoering van de maatregelen inzake veiligheid en gezondheid van de werknemers.

Rekening houdend met de aard van de activiteiten, coördineren de aannemers hun optreden met het oog op de voorkoming van en bescherming tegen beroepsrisico's.

Wanneer het gaat om werkgevers moeten deze hun respectievelijke werknemers en hun vertegenwoordigers over deze risico's en de preventiemaatregelen inlichten.

Art. 32.- §1.- De aannemers moeten, overeenkomstig de instructies die zij moeten raadplegen of die zij ontvangen hebben, zorg dragen voor de veiligheid en de gezondheid van de andere betrokken personen, en, indien zij persoonlijk een beroepsactiviteit op de bouwplaats uitoefenen, eveneens zorg dragen voor hun eigen veiligheid en gezondheid.

§2.- Daartoe moeten zij, overeenkomstig de instructies:

- 1° op de juiste wijze gebruik maken van de machines, toestellen, gereedschappen, gevaarlijke stoffen, vervoermiddelen en andere middelen;
- 2° op de juiste wijze gebruik maken van de persoonlijke beschermingsmiddelen die zij ter beschikking hebben en die na gebruik weer opbergen;

§ 2.- A cet effet, ils appliquent les prescriptions visées en annexe III et, dans la mesure où leurs actes peuvent avoir des conséquences pour la sécurité et la santé des travailleurs sur le chantier ou dans son environnement immédiat, les autres prescriptions de la loi et de ses arrêtés d'exécution.

Art. 31.- En cas de présence simultanée ou successive sur un même chantier d'au moins deux entrepreneurs, ceux-ci doivent coopérer à la mise en œuvre des mesures relatives à la sécurité et la santé des travailleurs.

Compte tenu de la nature des activités, les entrepreneurs coordonnent leurs activités en vue de la prévention et de la protection contre les risques professionnels.

S'il s'agit d'employeurs, ceux-ci doivent informer leurs travailleurs respectifs et leur représentants au sujet de ces risques et des mesures de prévention.

Art. 32.- § 1er.- Conformément aux instructions qu'ils doivent consulter ou qu'ils ont reçues, les entrepreneurs doivent prendre soin de la sécurité et de la santé des autres personnes concernées et, lorsqu'ils exercent personnellement une activité professionnelle sur le chantier, de leur propre sécurité et santé.

§ 2.- A cet effet, ils doivent, conformément aux instructions:

- 1° utiliser correctement les machines, appareils, outils, substances dangereuses, équipements de transport et autres moyens;
- 2° utiliser correctement les équipements de protection individuelle qu'ils ont à leur disposition et, après utilisation, les ranger à leur place;

- 3° de specifieke veiligheidsvoorzieningen van met name de machines, toestellen, gereedschappen, installaties en gebouwen niet willekeurig uitschakelen, veranderen of verplaatsen en deze veiligheidsvoorzieningen op de juiste manier gebruiken;
- 4° de coördinator-verwezenlijking, de andere aannemers en de diensten voor preventie en bescherming op het werk onmiddellijk op de hoogte stellen van elke werksituatie waarvan zij redelijkerwijs kunnen vermoeden dat ze een ernstig en onmiddellijk gevaar voor de veiligheid of de gezondheid met zich meebrengt, evenals van elk gebrek vastgesteld in de beschermingssystemen;
- 5° bijstand verlenen aan de coördinator-verwezenlijking, aan de verschillende aannemers en aan de diensten voor preventie en bescherming op het werk, zolang dat nodig is, om hen in staat te stellen alle taken uit te voeren of aan alle verplichtingen te voldoen die hen met het oog op de bescherming van de veiligheid en de gezondheid van de werknemers en andere personen op het werk zijn opgelegd;
- 6° bijstand verlenen aan de coördinator-verwezenlijking, aan de verschillende aannemers en aan de diensten voor Preventie en Bescherming op het werk, zolang dat nodig is, om alle aannemers in staat te stellen ervoor te zorgen dat het werkmilieu en de arbeidsomstandigheden veilig zijn en geen risico's opleveren voor de veiligheid en de gezondheid binnen hun werkterrein.
- 3° ne pas mettre hors service, changer ou déplacer arbitrairement les dispositifs de sécurité propres notamment aux machines, appareils, outils, installations et bâtiments et utiliser ces dispositifs de sécurité correctement;
- 4° signaler immédiatement au coordinateur-réalisation, aux divers autres entrepreneurs et aux services de Prévention et de Protection au travail, toute situation de travail dont ils ont un motif raisonnable de penser qu'elle présente un danger grave et immédiat pour la sécurité ou la santé, ainsi que toute défectuosité constatée dans les systèmes de protection;
- 5° assister le coordinateur-réalisation, les divers entrepreneurs et les services de Prévention et de Protection au travail, aussi longtemps que nécessaire, pour leur permettre d'accomplir toutes les tâches ou de répondre à toutes les obligations qui leurs sont imposées en vue de la protection de la sécurité et de la santé des travailleurs et des autres personnes au travail;
- 6° assister le coordinateur-réalisation, les divers entrepreneurs et les services de Prévention et de Protection au travail, aussi longtemps que nécessaire, pour permettre à tous les entrepreneurs d'assurer que le milieu de travail et les conditions de travail soient sûrs et sans risques pour la sécurité et la santé à l'intérieur de leur champ d'activité.

Art. 33.- §1.- Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder:

- 1° arbeidsmiddelen: alle op de bouwplaats gebruikte machines, apparaten, gereedschappen en installaties;

Art. 33.- § 1er.- Pour l'application de cet article, on entend par:

- 1° équipement de travail: toute machine ou appareil, outil ou installation, utilisé sur le chantier;

2° gebruik van arbeidsmiddelen: elke activiteit met betrekking tot een arbeidsmiddel, zoals ingebruikneming of buitengebruikstelling, aanwending, vervoer, herstelling, ombouwing, onderhoud, verzorging, waaronder met name ook reiniging.

2° utilisation d'un équipement de travail: toute activité concernant un équipement de travail, telle que la mise en service ou hors service, l'emploi, le transport, la réparation, la transformation, la maintenance, l'entretien y compris notamment le nettoyage;

§2.- De arbeidsmiddelen die op de bouwplaats gebruikt worden door de aannemers die persoonlijk een beroepsactiviteit op de bouwplaats uitoefenen, moeten geschikt zijn voor het uit te voeren werk of daartoe behoorlijk zijn aangepast, zodat de veiligheid en de gezondheid van de personen tijdens het gebruik van deze arbeidsmiddelen kunnen worden gewaarborgd.

§2.- Les équipements de travail utilisés sur le chantier par les entrepreneurs exerçant personnellement une activité professionnelle sur le chantier doivent être appropriés au travail à réaliser ou convenablement adaptés à cet effet, permettant d'assurer la sécurité et la santé des personnes lors de l'utilisation de ces équipements de travail.

Bij de keuze van de arbeidsmiddelen die zij overwegen te gebruiken, houden de aannemers die persoonlijk een beroepsactiviteit op de bouwplaats uitoefenen, rekening met de arbeidsomstandigheden en de specifieke kenmerken van het werk en met de op de bouwplaats, met name op de werkplekken, bestaande risico's voor de veiligheid en de gezondheid van personen en de risico's die daaraan zouden kunnen worden toegevoegd door het gebruik van de betreffende arbeidsmiddelen.

Lors du choix des équipements de travail qu'ils envisagent d'utiliser les entrepreneurs exerçant personnellement une activité professionnelle sur le chantier, prennent en considération les conditions et les caractéristiques spécifiques du travail et les risques existants sur le chantier, notamment aux postes de travail pour la sécurité et la santé des personnes, et les risques qui seraient susceptibles de s'y ajouter du fait de l'utilisation des équipements de travail en question.

§3.- Wanneer het niet mogelijk is de veiligheid en de gezondheid van de personen bij het gebruik van arbeidsmiddelen zodoende volledig te waarborgen, treffen de aannemers die persoonlijk een beroepsactiviteit op de bouwplaats uitoefenen, passende maatregelen om, overeenkomstig de algemene preventiebeginselen, de risico's tot een minimum te beperken.

§3.- Lorsqu'il n'est pas possible d'assurer ainsi entièrement la sécurité et la santé des personnes lors de l'utilisation des équipements de travail, les entrepreneurs exerçant personnellement une activité professionnelle sur le chantier, prennent les mesures appropriées pour réduire au maximum les risques, conformément aux principes généraux de prévention.

§4.- De arbeidsmiddelen die voor de eerste maal na 8 oktober 1993 gebruikt werden door een aannemer die zelf een beroepsactiviteit op de bouwplaats uitoefent, moeten voldoen aan de bepalingen van artikel 9, eerste lid, van het koninklijk besluit van 12 augustus 1993 betreffende het gebruik van arbeidsmiddelen.

§4.- Les équipements de travail utilisés pour la première fois après le 8 octobre 1993, par un entrepreneur exerçant personnellement une activité sur le chantier, doivent satisfaire aux dispositions de l'article 9, premier alinéa, de l'arrêté royal du 12 août 1993 concernant l'utilisation des équipements de travail.

Wanneer de in het eerste lid bedoelde bepalingen niet of slechts ten dele van toepassing zijn, moeten deze arbeidsmiddelen voldoen aan de minimumvoorschriften bedoeld in bijlage IV bij dit besluit, tenzij het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming in specifieke bepalingen voorziet.

§5.- De aannemers die zelf een beroepsactiviteit op de bouwplaats uitoefenen nemen de nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat de arbeidsmiddelen tijdens de gehele gebruiksduur door een adequaat onderhoud in zodanige staat worden gehouden dat zij voldoen aan de bepalingen van §4.

Art. 34.- §1.- Voor de toepassing van dit artikel verstaat men onder:

1° Persoonlijk beschermingsmiddel, hierna "PBM" genoemd: iedere uitrusting die bestemd is om door de aannemer die zelf een beroepsactiviteit op de bouwplaats uitoefent, gedragen of vastgehouden te worden ten einde hem te beschermen tegen één of meer risico's die zijn veiligheid of gezondheid op het werk kunnen bedreigen, evenals alle aanvullingen of toebehoren die daartoe kunnen bijdragen, zoals bepaald bij het koninklijk besluit van 7 augustus 1995 betreffende het gebruik van persoonlijke beschermingsmiddelen;

2° gebruik van PBM: iedere activiteit met betrekking tot een PBM, zoals ingebruikneming of buitengebruikstelling, aanwending, vervoer, herstelling, ombouwing, onderhoud, verzorging, waaronder met name ook reiniging.

§2.- Wanneer de risico's niet aan de bron kunnen uitgeschakeld worden of niet voldoende beperkt kunnen worden met maatregelen, methodes of procédés op het gebied van de arbeidsorganisatie of met collectieve technische beschermingsmiddelen, en slechts in dit geval, moeten de P.B.M. worden gebruikt.

Lorsque les dispositions visées au premier alinéa, ne sont pas ou ne sont que partiellement d'application, ces équipements de travail doivent satisfaire aux dispositions minimales visées dans l'annexe IV du présent arrêté, à moins que le Règlement général pour la protection du travail ne prévoie des dispositions spécifiques.

§5.- Les entrepreneurs qui exercent personnellement une activité professionnelle sur le chantier prennent les mesures nécessaires afin que les équipements de travail, tout au long de leur utilisation, soient gardés, par une maintenance adéquate, en un état tel qu'ils satisfassent aux dispositions du §4.

Art. 34.- §1er.- Pour l'application du présent arrêté, on entend par:

1° Equipement de protection individuelle, ci-après dénommé EPI: tout équipement destiné à être porté ou tenu par un entrepreneur exerçant personnellement une activité sur le chantier en vue de le protéger contre un ou plusieurs risques susceptibles de menacer sa sécurité ou sa santé au travail, ainsi que tout complément ou accessoire destiné à cet objectif, comme défini par l'arrêté royal du 7 août 1995 relatif à l'utilisation des équipements de protection individuelle.

2° utilisation d'un EPI: toute activité concernant un EPI, telle que la mise en service ou hors service, l'emploi, le transport, la réparation, la transformation, la maintenance, l'entretien y compris notamment le nettoyage;

§2.- Lorsque les risques ne peuvent pas être éliminés à la source ou suffisamment limités par des mesures, des méthodes ou des procédés d'organisation du travail, ou par des moyens techniques de protection collective, et uniquement dans ce cas, les E.P.I. doivent être utilisés.

§3.- De P.B.M. moeten inzake ontwerp en constructie voldoen aan de bepalingen van artikel 4 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1995 betreffende het gebruik van persoonlijke beschermingsmiddelen.

§4.- Ieder P.B.M. moet in alle gevallen:

- 1° geschikt zijn voor de te vermijden risico's, zonder zelf een vergroot risico in te houden;
- 2° beantwoorden aan de omstandigheden op de bouwplaats;
- 3° afgestemd zijn op de vereisten met betrekking tot ergonomie, het comfort en de gezondheid van de personen;
- 4° na de nodige afregeling geschikt zijn voor de drager.

§5.- Indien allerlei risico's het tegelijkertijd dragen van meer dan één P.B.M. noodzakelijk maken, moeten deze op elkaar afgestemd zijn en doeltreffend blijven tegen het (de) betrokken risico('s).

§6.- De omstandigheden waaronder een P.B.M. gebruikt moet worden, inzonderheid wat betreft de duur van het dragen, moeten bepaald worden. Deze omstandigheden zijn afhankelijk van de ernst van het risico, de frequentie van de blootstelling aan het risico en de kenmerken van de werkplek van elke persoon afzonderlijk, evenals van de doeltreffendheid van het P.B.M.

§7.- De P.B.M. mogen, behoudens in bijzondere en uitzonderingsgevallen, slechts voor de beoogde doeleinden gebruikt worden.

§8.- De P.B.M. moeten worden gebruikt overeenkomstig de gebruiksaanwijzing. De gebruiksaanwijzing moet voor de betrokken personen begrijpelijk zijn.

§9.- Een P.B.M. is in beginsel bestemd voor gebruik door één persoon.

§3.- En matière de conception et de construction, les E.P.I. doivent répondre aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté royal du 7 août 1995 relatif à l'utilisation des équipements de protection individuelle.

§4.- Tout E.P.I. doit dans tous les cas:

- 1° être approprié aux risques à prévenir, sans induire lui-même un risque accru;
- 2° répondre aux conditions existantes sur le chantier;
- 3° tenir compte des exigences ergonomiques, de confort et de santé des personnes;
- 4° convenir au porteur, après tout ajustement nécessaire.

§5.- En cas de risques multiples nécessitant le port simultané de plusieurs E.P.I., ces équipements doivent être compatibles et maintenir leur efficacité par rapport au(x) risque(s) correspondant(s)

§6.- Les conditions dans lesquelles un E.P.I. doit être utilisé, notamment celles concernant la durée du port, doivent être déterminées. Ces conditions sont déterminées en fonction de la gravité du risque, de la fréquence de l'exposition au risque et des caractéristiques du poste de travail de chaque personne ainsi que des performances de l'E.P.I.

§7.- Les E.P.I., sauf dans des cas particuliers et exceptionnels, ne peuvent être utilisés que pour les usages prévus.

§8.- Les E.P.I. doivent être utilisés conformément aux notices d'instruction. Les notices d'instruction doivent être compréhensibles pour les personnes qu'elles concernent.

§ 9.- Un E.P.I. est en principe destiné à un usage personnel.

§10.- De aannemer die zelf een beroepsactiviteit uitoefent op de bouwplaats moet, alvorens een P.B.M. te kiezen, een beoordeling maken van de uitrusting die hij van plan is te gebruiken, om na te gaan in hoeverre deze beantwoordt aan de in §§3, 4 en 5 gestelde voorwaarden.

Deze beoordeling omvat:

- 1° de analyse en de evaluatie van de risico's die niet met andere middelen kunnen vermeden worden;
- 2° de omschrijving van de kenmerken die de P.B.M. moeten bezitten om de onder punt 1° vermelde risico's te kunnen ondervangen, rekening houdend met eventuele risicobronnen die de P.B.M. zelf kunnen vormen;
- 3° de evaluatie van de kenmerken van de betrokken P.B.M. die beschikbaar zijn, vergeleken met de onder punt 2° bedoelde kenmerken.

De in het eerste lid bedoelde beoordeling moet herzien worden al naargelang van de veranderingen in de onderdelen waaruit deze bestaat.

Afdeling 5 – Specifieke verplichtingen van de tussenkommende partijen.

Art. 35.- § 1.- Wat de arbeidsongevallen betreft, overkomen aan werknemers op tijdelijke of mobiele bouwplaatsen, doet de werkgever, onverminderd de bepalingen van artikel 26 van het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende het beleid inzake het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, aan de inzake arbeidsveiligheid bevoegde ambtenaar een kennisgeving van elk ongeval dat ten minste één dag werkonbekwaamheid als gevolg heeft.

De in vorig lid bedoelde kennisgeving wordt gedaan binnen de tien kalenderdagen na de dag van het ongeval, bij middel van het formulier waarvan het model is vastgesteld in uitvoering van de wet van 10 april 1971 betreffende de arbeidsongevallen.

§10.- L'entrepreneur qui exerce personnellement une activité professionnelle sur le chantier est tenu de procéder, avant le choix d'un E.P.I., à une appréciation de l'équipement qu'il envisage d'utiliser, pour évaluer dans quelle mesure il répond aux conditions des §§3, 4 et 5.

Cette appréciation comprend:

- 1° l'analyse et l'évaluation des risques qui ne peuvent pas être évités par d'autres moyens;
- 2° la définition des caractéristiques nécessaires pour que les E.P.I. répondent aux risques visés au point 1°, compte tenu des éventuelles sources de risque que les E.P.I. peuvent constituer par eux-mêmes;
- 3° l'évaluation des caractéristiques des E.P.I. concernés disponibles, comparées avec les caractéristiques visées au point 2°.

L'appréciation visée au premier alinéa doit être revue en fonction des changements intervenant dans les éléments qui la composent.

Section 5 – Obligations spécifiques des intervenants

Art. 35.- § 1er.- En ce qui concerne les accidents du travail survenus aux travailleurs sur les chantiers temporaires ou mobiles et sans préjudice des dispositions de l'article 26 de l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif à la politique du bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, l'employeur communique au fonctionnaire, compétent en matière de sécurité au travail, une notification de chaque accident ayant au moins un jour d'incapacité de travail comme suite.

La notification visée à l'alinéa précédent se fait dans les dix jours calendriers suivant le jour de l'accident, au moyen du formulaire dont le modèle est fixé en exécution de la loi du 10 avril 1971 concernant les accidents du travail.

In afwijking van de bepalingen van vorig lid mag voor de werknemers waarop de wet van 10 april 1971 niet van toepassing is, de inhoud van de kennisgeving beperkt worden tot de elementen opgesomd in §2, tweede lid, van dit artikel.

§2.- Van elk ernstig arbeidsongeval op een tijdelijke of mobiele bouwplaats, overkomen aan een aannemer die er zelf een beroepsactiviteit uitoefent, doet de bouwdirectie belast met de uitvoering aan de inzake arbeidsveiligheid bevoegde ambtenaar een kennisgeving.

De in vorig lid bedoelde kennisgeving wordt gedaan binnen de vijftien kalenderdagen na de dag van het ongeval en omvat ten minste volgende elementen:

- de naam, de voornaam en het adres van het slachtoffer;
- de datum van het ongeval;
- het adres van de tijdelijke of mobiele bouwplaats waar het ongeval zich heeft voorgedaan;
- een bondige beschrijving van de opgelopen letsels;
- de vermoedelijke duur van de arbeidsongeschiktheid;

Voor de toepassing van deze paragraaf worden als ernstige arbeidsongevallen beschouwd, deze bedoeld in artikel 26 van het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende het beleid inzake het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk.

Titel IV – Voorwaarden voor de uitoefening van de functie van coördinator.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, la notification peut, pour les travailleurs auxquels la loi du 10 avril 1971 n'est pas applicable, être limitée aux éléments énumérés au §2, deuxième alinéa, du présent article.

§2.- De chaque accident grave du travail sur un chantier temporaire ou mobile, survenu à un entrepreneur qui y exerce lui-même une activité professionnelle, le maître d'œuvre chargé de l'exécution communique au fonctionnaire, compétent en matière de sécurité au travail, une notification.

La notification visée au précédent alinéa se fait dans les quinze jours calendriers suivant le jour de l'accident et comporte au moins les éléments suivants:

- le nom, le prénom et l'adresse de la victime;
- la date de l'accident;
- l'adresse du chantier temporaire ou mobile où l'accident est survenu;
- une brève description des lésions encourues;
- une brève description de la manière dont l'accident s'est produit.

Pour l'application du présent paragraphe, sont considérés comme accidents graves du travail, ceux visés à l'article 26 de l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif à la politique du bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail.

Titre IV – Conditions d'exercice de la fonction de coordinateur

Art. 36 - Onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel 45 mag de functie van coördinator slechts worden uitgeoefend door personen die houder zijn van één van de volgende bekwaamheids-certificaten:

1) Voor de coördinatie van de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen waar, in uitvoering van artikel 6, een veiligheids- en gezondheidsplan van toepassing is:

- voor de coördinatie van het ontwerp: een certificaat A 'ontwerp' of een certificaat A 'ontwerp en uitvoering';
- voor de coördinatie van de uitvoering: een certificaat A 'uitvoering' of een certificaat A 'ontwerp en uitvoering'.

2) Voor de coördinatie van de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen waar, in uitvoering van artikel 7, een vereenvoudigd veiligheids- en gezondheidsplan van toepassing is:

- een certificaat B 'ontwerp en uitvoering'.

Art. 36 : Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 45, la fonction de coordinateur ne peut être exercée que par des personnes titulaires d'un des certificats de qualification suivants :

1) Pour la coordination des chantiers temporaires ou mobiles auxquels un plan de sécurité et de santé est applicable en exécution de l'article 6 :

- s'agissant de la coordination du projet : un certificat A "projet" ou un certificat A "projet et réalisation";
- s'agissant de la coordination de la réalisation : un certificat A "réalisation" ou un certificat A "projet et réalisation".

2) Pour la coordination des chantiers temporaires ou mobiles auxquels un plan simplifié de sécurité et de santé est applicable en exécution de l'article 7 :

- un certificat B "projet et réalisation".

Art. 37, § 1: Het bekwaamheidscertificaat bedoeld in artikel 36 kan slechts worden behaald wanneer men geslaagd is voor een examen over de eindtermen bepaald in uitvoering van artikel 40.

Het examen tot het behalen van een certificaat A heeft betrekking op de eindtermen in verband met de volgende modules:

- a. algemene preventiemaatregelen;
- b. algemene coördinatiemaatregelen;
- c. specifieke coördinatiemaatregelen in verband met, hetzij:
 - de uitwerking van het ontwerp van het bouwwerk;
 - de uitvoering van de werken;
 - de uitwerking van het ontwerp en de uitvoering van de werken.

Het examen tot het behalen van een certificaat B heeft betrekking op de eindtermen in verband met de volgende modules:

- a. algemene preventiemaatregelen;
- b. algemene coördinatiemaatregelen.

§ 2. Het examen bedoeld in § 1 wordt georganiseerd door de instellingen die voor de organisatie van cursussen van aanvullende vorming van het eerste of tweede niveau erkend zijn, overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 10 augustus 1978 tot vaststelling van de aanvullende vorming opgelegd aan de diensthouders voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen en aan hun adjuncten.

§ 3. Na advies van de Erkenningscommissie opgericht krachtens het voornoemde koninklijk besluit van 10 augustus 1978, bepaalt de Minister van Tewerkstelling en Arbeid de erkenningsvoorwaarden, de organisatiemodaliteiten en de kwaliteitseisen van het examen bedoeld in § 1.

Art. 37 § 1 : L'obtention du certificat de qualification visé à l'article 36 est subordonnée à la réussite d'un examen portant sur les objectifs finaux déterminés en exécution de l'article 40.

L'examen visant à l'obtention d'un certificat A porte sur les objectifs finaux relatifs aux modules suivants:

- a. mesures générales de prévention;
- b. mesures générales de coordination;
- c. mesures spécifiques de coordination se rapportant, soit :
 - à l'élaboration du projet de l'ouvrage;
 - à la réalisation de l'ouvrage;
 - à l'élaboration du projet et à la réalisation de l'ouvrage.

L'examen visant à l'obtention d'un certificat B porte sur les objectifs finaux relatifs aux modules suivants:

- a. mesures générales de prévention;
- b. mesures générales de coordination.

§ 2 L'examen visé au § 1er est organisé par les institutions agréées pour l'organisation des formations complémentaires du premier ou du deuxième niveau, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 10 août 1978 déterminant la formation complémentaire imposée aux chefs des services de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail et à leurs adjoints.

§ 3. Après avis de la Commission d'agrément instituée en vertu de l'arrêté royal précité du 10 août 1978, le Ministre de l'emploi et du travail détermine les conditions d'agrément, les modalités d'organisation et les exigences de qualité de l'examen visé au § 1er.

§ 4. De kandidaten voor het in § 1 bedoelde examen die houder zijn van een certificaat van aanvullende vorming van het eerste of tweede niveau, bedoeld bij het voornoemde koninklijk besluit van 10 augustus 1978, worden vrijgesteld van het examen over de eindtermen in verband met de module bedoeld in § 1, lid 2 en 3 a) "algemene preventiemaatregelen".

Art. 38 § 1 - Worden toegelaten tot het in artikel 37 bedoelde examen, de kandidaten die kunnen bewijzen dat ze over de in toepassing van de bepalingen van dit artikel vereiste beroepservaring en diploma's beschikken.

Voor de toepassing van de bepalingen van § 2 van dit artikel wordt verstaan onder beroepservaring:

- a) voor het behalen van het certificaat A 'ontwerp': een beroepservaring in verband met het ontwerp van een bouwproject of met engineering;
- b) voor het behalen van het certificaat A 'uitvoering': een beroepservaring in verband met de leiding van een tijdelijke of mobiele bouwplaats of het beheer en de opvolging van de werken op zulke bouwplaats;
- c) voor het behalen van het certificaat A 'ontwerp en uitvoering': een beroepservaring in verband met de twee onder a) en b) vermelde activiteitstypes;
- d) voor het behalen van het certificaat B 'ontwerp en uitvoering': een beroepservaring in verband met het ontwerp van een bouwproject of het beheer en de opvolging van de werken op een tijdelijke of mobiele bouwplaats.

§ 4. Les candidats à l'examen visé au § 1er, qui sont titulaires d'un certificat de formation complémentaire du premier ou du deuxième niveau, visée par l'arrêté royal précité du 10 août 1978, sont dispensés de l'examen relatif aux objectifs finaux se rapportant au module visé au § 1er, alinéas 2 et 3, a) "mesures générales de prévention".

Art. 38 § 1er Sont admis à l'examen visé à l'article 37, les candidats pouvant établir qu'ils disposent de l'expérience professionnelle et des diplômes requis en application des dispositions du présent article.

Pour l'application des dispositions du § 2, du présent article, on entend par expérience professionnelle :

- a) pour l'obtention du certificat A "projet" : une expérience professionnelle relative à la conception d'un projet d'ouvrage ou à l'ingénierie;
- b) pour l'obtention du certificat A "réalisation" : une expérience professionnelle relative à la direction d'un chantier temporaire ou mobile ou à la gestion et au suivi des travaux sur un tel chantier;
- c) pour l'obtention du certificat A "projet et réalisation" : une expérience professionnelle relative aux deux types d'activités visées sous a) et b);
- d) pour l'obtention du certificat B "projet et réalisation" : une expérience professionnelle relative à la conception d'un projet ou à la gestion et au suivi des travaux sur un chantier temporaire ou mobile.

§ 2. De voorwaarden van diploma's en beroepservaring voor de toelating tot het in artikel 37 bedoelde examen worden als volgt bepaald:

1° Voor het behalen van het certificaat A:

- a. twee jaar beroepservaring voor de houders van:
 - een diploma van burgerlijk ingenieur;
 - een eindejaarsdiploma van het hoger technisch onderwijs van universitair niveau of van het hoger technisch onderwijs van het lange type;
- b. vijf jaar beroepservaring voor de houders van een eindejaarsdiploma van het hoger technisch onderwijs van het korte type;
- c. tien jaar beroepservaring voor de houders van een diploma van het hoger secundair onderwijs.

2° Voor het behalen van het certificaat B:

- a. één jaar beroepservaring voor de houders van één van de diploma's bedoeld onder punt 1° a) en b) van deze paragraaf;
- b. vijf jaar beroepservaring voor de houders van een diploma van het hoger secundair onderwijs;
- c. vijf jaar beroepservaring voor de houders van een diploma van het lager secundair onderwijs

Art. 39 - De geldigheid van de bekwaamheidscertificaten bedoeld in artikel 36 eindigt wanneer de houder van een certificaat hetzij:

- niet kan bewijzen dat hij ten minste 4 dagen aanvullende vorming gevolgd heeft in de loop van een ononderbroken periode van 24 maanden;
- of geen coördinatie-activiteit gedurende 5 opeenvolgende jaren heeft uitgeoefend.

§ 2 Les conditions de diplômes et d'expérience professionnelle pour l'admission à l'examen visé à l'article 37 sont établies comme suit:

1° Pour l'obtention d'un certificat A :

- a. deux ans d'expérience professionnelle pour les titulaires :
 - d'un diplôme d'ingénieur civil;
 - d'un diplôme de fin d'études de l'enseignement technique supérieur de niveau universitaire ou de l'enseignement technique supérieur de type long.
- b. cinq ans d'expérience professionnelle pour les titulaires d'un diplôme de fin d'études de l'enseignement technique supérieur de type court.
- c. dix ans d'expérience professionnelle pour les titulaires d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur.

2° Pour l'obtention du certificat B :

- a. un an d'expérience professionnelle pour les titulaires d'un des diplômes visés au point 1° a) et b) du présent paragraphe;
- b. trois ans d'expérience professionnelle pour les titulaires d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur;
- c. cinq ans d'expérience professionnelle pour les titulaires d'un diplôme de l'enseignement secondaire inférieur.

Art. 39 – La validité des certificats de qualification visés à l'article 36 prend fin lorsque le détenteur d'un certificat, soit :

- n'est pas à même de prouver qu'il a suivi au moins 4 jours de formation complémentaire au cours d'une période continue de 24 mois;
- n'a pas exercé d'activité de coordination pendant 5 années consécutives.

Art. 40 - De kandidaten die de opleiding, georganiseerd in toepassing van de bepalingen van dit artikel, niet gevolgd hebben en die de eerste maal niet geslaagd zijn voor het examen bedoeld in artikel 37 moeten, voor ze zich voor een nieuw examen aanbieden, een specifieke vorming volgen waarvan de eindtermen bepaald worden door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, na advies van de Erkenningcommissie bedoeld bij artikel 37 § 3.

Het vormingsprogramma opgesteld op basis van de eindtermen bedoeld in lid 1 wordt georganiseerd in functie van het aantal uren vorming te geven in toepassing van volgende bepalingen:

1. Voor de modules tot het behalen van een certificaat A:

- Algemene preventiemaatregelen: 40 uren;
- Algemene coördinatiemaatregelen: 40 uren;
- Specifieke coördinatiemaatregelen - ontwerpfase: 20 uren;
- Specifieke coördinatiemaatregelen - uitvoeringsfase: 20 uren.

2. Voor de modules tot het behalen van een certificaat B:

- Algemene preventiemaatregelen: 30 uren;
- Algemene coördinatiemaatregelen: 30 uren.

Art. 41 - Het in artikel 40 bedoelde vormingsprogramma wordt gegeven door instellingen die erkend zijn voor de organisatie van cursussen van aanvullende vorming van het eerste of tweede niveau, overeenkomstig de bepalingen van het voornoemde koninklijk besluit van 10 augustus 1978.

Na advies van de in artikel 37 § 3 bedoelde Erkenningcommissie kan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid de bijzondere erkenningsmodaliteiten voor de toepassing van het in artikel 40 bedoelde vormingsprogramma bepalen.

Art. 40 Les candidats qui, n'ayant pas suivi la formation organisée en application des dispositions du présent article, ont échoué une première fois à l'examen visé à l'article 37, sont tenus de suivre, préalablement à la présentation d'un nouvel examen, une formation spécifique, dont les objectifs finaux sont définis par le Ministre de l'emploi et du travail, après avis de la Commission d'agrément visé à l'article 37 § 3.

Le programme de formation établi sur la base des objectifs finaux visés à l'alinéa 1er est organisé en fonction du nombre d'heures de formation à dispenser en application des dispositions suivantes :

1. Pour les modules relatifs à l'obtention d'un certificat A :

- Mesures générales de prévention : 40 heures;
- Mesures générales de coordination : 40 heures;
- Mesures spécifiques de coordination - phase projet : 20 heures;
- Mesures spécifiques de coordination - phase réalisation : 20 heures.

2. Pour les modules relatifs à l'obtention d'un certificat B :

- Mesures générales de prévention : 30 heures;
- Mesures générales de coordination : 30 heures.

Art. 41 Le programme de formation visé à l'article 40 est dispensé par les institutions agréées pour l'organisation de cours de formation complémentaire du premier ou du deuxième niveau, conformément aux dispositions de l'arrêté royal précité du 10 août 1978.

Après avis de la Commission d'agrément visée à l'article 37 § 3, le Ministre de l'Emploi et du travail peut définir des modalités particulières d'agrément relatives à la mise en oeuvre du programme de formation visé à l'article 40.

Titel V - Toezichts- en slotbepalingen.

Art. 42.- Zijn belast met het toezicht op de naleving van de bepalingen van dit besluit:

- a) de ingenieurs, industrieel ingenieurs, technisch ingenieurs en technisch controleurs van de Technische Inspectie van de Administratie van de arbeidsveiligheid;
- b) de geneesheren-arbeidsinspecteurs en de adjunct-inspecteurs arbeidshygiëne van de Medische Inspectie van de Administratie van de arbeidshygiëne en -geneeskunde.

Art. 43.- Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de derde maand na die waarin het is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

Art. 44.- In afwijking van art. 43 zijn de bepalingen van dit besluit niet van toepassing op de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen waarvan het speciaal bestek of de contractuele documenten bedoeld in art. 5 § 5, op datum van de inwerkingtreding van dit besluit, reeds het voorwerp hebben uitgemaakt, hetzij van de publicatie van een bericht van aanbesteding, hetzij van een uitnodiging tot prijsofferte of tot kandidaatsstelling.

Art. 45.- § 1.- De personen die, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, reeds coördinatie-activiteiten uitvoeren, mogen de functies van coördinator-ontwerp of van coördinator-uitvoering uitoefenen, mits zij aan de volgende voorwaarden voldoen:

- 1° bezitten over een voldoende kennis van de reglementering en de technieken inzake veiligheid en gezondheid op de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen;

Titre V - Dispositions relatives à la surveillance et dispositions finales.

Art. 42.- Sont chargés de la surveillance des dispositions du présent arrêté:

- a) les ingénieurs, ingénieurs industriels, ingénieurs techniciens et contrôleurs techniques de l'Inspection technique de l'Administration de la sécurité du travail;
- b) les médecins inspecteurs du travail et les inspecteurs adjoints d'hygiène de l'Inspection médicale de l'Administration de l'hygiène et de la médecine du travail.

Art. 43.- Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du troisième mois suivant celui de sa publication au Moniteur belge .

Art. 44.- Par dérogation à l'art. 43, les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas aux chantiers temporaires ou mobiles pour lesquels le cahier spécial des charges ou les documents contractuels, visés à l'art. 5 § 5, ont déjà fait l'objet, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, soit de la publication d'un avis de marché, soit d'une invitation à remettre offre ou à présenter une candidature.

Art. 45 - § 1er.- Les personnes qui à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté exercent déjà des activités de coordination, peuvent exercer les fonctions de coordinateur-projet ou de coordinateur réalisation, pour autant qu'elles répondent aux conditions suivantes :

- 1° elles disposent d'une connaissance suffisante de la réglementation et des techniques en matière de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles;

2° kunnen aantonen dat zij aan de in artikel 38 bepaalde vereisten van diploma en beroepservaring voldoen;

3° binnen een termijn van drie jaar na de datum van inwerkingtreding van dit besluit slagen in het examen bedoeld in artikel 37.

§ 2 – In afwijking van de bepalingen van § 1, 3° kunnen worden vrijgesteld van het in artikel 37 bedoelde examen, de personen die op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit activiteiten van coördinator-ontwerp of van coördinator-verwezenlijking uitoefenen en die :

- deze coördinatie-activiteiten sinds ten minste vijf jaar uitoefenen
- binnen een termijn van 12 maanden na de publicatie van dit besluit in het Belgisch Staatsblad een verzoek tot gelijkstelling bij het Ministerie van Tewerkstelling en arbeid hebben ingediend.

Art. 46.- De bepalingen van dit besluit en zijn bijlagen vormen titel III, hoofdstuk IV, afdeling 2, van de Codex over het welzijn op het werk, met de volgende opschriften:

1° "Titel III: Arbeidsplaatsen."

2° "Hoofdstuk IV: Bijzondere arbeidsplaatsen."

3° "Afdeling 2: Tijdelijke of mobiele bouwplaatsen."

Art. 47.- Worden opgeheven in het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming:

1° artikel 437bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 29 november 1982;

2° artikel 462tredecies, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 30 december 1959;

2° elles peuvent apporter la preuve qu'elles satisfont, aux exigences de diplôme et d'expériences professionnelles déterminées par l'article 38.

3° elles réussissent l'examen visé à l'article 37 dans un délai de trois ans après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 2 – Par dérogation aux dispositions du § 1er, 3°, peuvent être dispensées de l'examen visé à l'article 37 les personnes qui exercent des activités de coordinateur-projet ou de coordinateur-réalisation au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté et qui :

- exercent ces activités de coordinateur depuis au moins cinq ans ;
- ont introduit une demande d'assimilation auprès du Ministère de l'emploi et du travail, dans un délai maximum de 12 mois après la publication du présent arrêté au Moniteur belge ;

Art. 46.- Les dispositions du présent arrêté et ses annexes forment le titre III, chapitre IV, section 2, du Code sur le bien-être au travail, intitulé comme suit:

1° "Titre III: Lieux de travail."

2° "Chapitre IV: Lieux particuliers de travail."

3° "Section 2: Chantiers temporaires ou mobiles."

Art. 47.- Sont abrogés dans le Règlement général pour la protection du travail:

1° l'article 437bis, y inséré par l'arrêté royal du 29 novembre 1982;

2° l'article 462tredecies, y inséré par l'arrêté royal du 30 décembre 1959;

Art. 48.- Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 48.- Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Gegeven te

Donné à

VAN KONINGSWEGE :
De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

PAR LE ROI :
La Ministre de l'Emploi et du Travail,

AVIS N° 12 Dossier 8

Projet d'arrêté royal concernant les chantiers temporaires ou mobiles

Annexes

1. Lettre du 14 juillet 1998 du représentant de l'Administration de la Qualité et de la Sécurité du Ministère des Affaires économiques.
2. Lettre du 14 juillet 1998 du représentant du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, Service des Affaires environnementales.
3. Lettre du 15 juillet 1998 des organisations des employeurs et des travailleurs, représentées au Conseil supérieur pour la Prévention et la Protection au travail.

ADVIES Nr 12 Dossier 8

Ontwerp van koninklijk besluit betreffende de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen

Bijlagen

1. Brief van 14 juli 1998 van de vertegenwoordiger van het Bestuur Kwaliteit en Veiligheid van het Ministerie van Economische Zaken.
2. Brief van 14 juli 1998 van de vertegenwoordiger van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, Dienst voor het Leefmilieu.
3. Brief van 15 juli 1998 van de werkgevers- en werknemersorganisaties, vertegenwoordigd in de Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het werk.



Administration de la Qualité et de la Sécurité

Division Sécurité

Monsieur le Président du Conseil supérieur
pour la Prévention et la Protection du travail,
Ministère de l'Emploi et du Travail,
rue Belliard, 51,
1040 BRUXELLES

Votre lettre du	Vos références	Nos références	Annexe(s)
01/07/1998	PPT/PBW-D8-29	E6/98/SET1.2.1/1086	-

Objet : *Projet d'arrêté royal concernant les chantiers temporaires ou mobiles, rapport final.*

Monsieur le Président,

Suite à votre lettre du 1er juillet 1998, réf. PPT/PBW-D8-29, relative à l'objet mentionné sous rubrique, adressée à M B. GONSETTE, Ingénieur des Mines-Directeur ff, membre du Conseil supérieur pour la Prévention et la Protection du travail, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-après mes remarques sur ce projet d'arrêté royal compte tenu de la répartition des compétences entre le Ministère de l'Emploi et du Travail et le Ministère des Affaires économiques en matière de surveillance de la sécurité du travail :

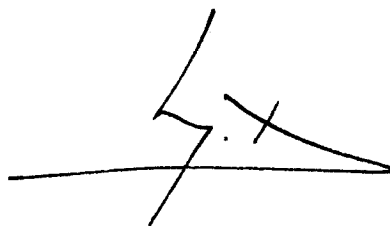
1° l'arrêté devrait être signé conjointement par le Ministre des Affaires économiques et la Ministre de l'Emploi et du Travail ;

2° à l'article 13, §1er et à l'article 19, §2: remplacer le texte "au fonctionnaire chargé de la surveillance et dépendant de l'Administration de la sécurité du travail," par le texte "au fonctionnaire chargé de la surveillance de la sécurité du travail," ;

3° à l'article 39, il devrait être inséré à la place du point b) qui deviendrait le point c), un point b) nouveau rédigé comme suit : «2° les ingénieurs des mines, ingénieurs, ingénieurs industriels et délégués-ouvriers à l'inspection des minières et des carrières de la division Sécurité de l'Administration de la Qualité et de la Sécurité ;».

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Conseiller général ff.,

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, connected strokes. The signature is positioned above the printed name 'Ir M. MAINJOT'.

Ir M. MAINJOT



Note à Monsieur le Dr J.-M. DE CONINCK
Président du Conseil supérieur pour la
Prévention et la Protection au Travail
rue Belliard, 51

Services des Affaires
environnementales

1040

Bruxelles

Le directeur général

votre lettre :	vos références :	nos références :	annexes :
01.07.98	PPT/PBW-d8-29	JPS/CsSupSHE	

Objet : *Remarques initiales relatives au projet d'arrêté royal complétant la transposition en droit interne de la Directive européenne 92/57/CEE "Chantiers temporaires ou mobiles"*

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre quelques remarques sur le projet d'arrêté en objet ; je dois faire remarquer que mon administration a disposé de très peu de temps pour examiner un projet de cette envergure.

1. Remarque préliminaire : Deux problèmes ont tout particulièrement retenu notre attention : l'usage des rayonnements ionisants sur les chantiers à différentes fins de contrôle des ouvrages en béton ou métalliques et l'utilisation de produits chimiques dangereux, entre autres la pulvérisation d'herbicides sur les terrains publics ou privés. L'interprétation des dispositions du projet, relatives à ces deux problèmes, ne paraît pas encore tout-à-fait claire en l'état actuel de notre étude et demanderait encore des investigations supplémentaires qu'il n'est pas possible de mener dans le temps réduit qui nous est imparti.

2. La technique légistique de l'article 2 est contestable car l'arrêté projeté ressortit au droit pénal dans lequel les obligations incombant aux sujets de droit doivent être connues sans ambiguïté ; or le *notamment* introduit une ambiguïté. Si l'intention du législateur réglementaire est d'étendre l'acception du terme "chantier temporaire" au-delà des situations énumérées dans la suite du § 1^{er}, il est à craindre qu'il manque son but en cas de tentative de poursuite devant les tribunaux car le juge ne pourra qu'interpréter ces dispositions de manière restrictive.

3. Le Traité de Maastricht, article 189, alinéa 3, est ainsi libellé : "*La directive lie tout Etat-Membre destinataire quant au résultat à atteindre, tout en laissant aux instances nationales la compétence quant à la forme et aux moyens.*"

Ceci a pour conséquence que l'Etat membre BELGIQUE est soumis à une obligation de résultat quand il transpose en droit interne belge la directive européenne 92/57/CEE ; cependant l'Etat membre est libre quant aux modalités exécutant ladite transposition.

Le §2 de l'article 2 est contestable car le 2° restreint le champ d'application de la directive 92/57/CEE, elle-même basée sur l'article 2, littera a, i à iii, de la Convention de l'OIT n°167 du 20 juin 1988.

Ladite restriction est obtenue en ne considérant comme chantiers temporaires ou

Le directeur général

Dr J.M. DE CONINCK

mobiles que les travaux de fondations, de bétonnage, de maçonnerie, de structure portante. De même on restreint la prise en compte des travaux visés au §1^{er}, 6°, en ne les considérant comme chantiers temporaires ou mobiles que s'ils sont précédés par d'autres travaux !.

A notre sens, une solution correcte consisterait à suivre exactement les dispositions restrictives énumérées à l'article 1^{er}, lettres a et c, de la directive 89/654/CEE dite "Lieux de travail".

En quelques mots, serait à considérer comme "chantier temporaire ou mobile" toute activité relative à ce qui est "immeuble et immeuble par destination" .

Ne serait donc pas à considérer comme "chantier temporaire ou mobile" toute activité relative à ce qui est "meuble", "contenant dans un process industriel", "moyen de transport"

A titre d'exemple, une ligne de chemin de fer est une *installation de transport* mais aussi un ouvrage d'utilité publique servant aux communications et cité comme tel dans la Convention de l'OIT n°167 déjà citée, article 2, lettre a, point ii ; ce qui n'est pas le cas dans le projet d'arrêté projeté.

4. L'article 4, §^{er}, 2° devrait préciser le mot "succession". Y a-t-il réaction des activités l'une sur l'autre, ou les unes sur les autres, quand les activités se succèdent sans pause entre elles ou une pause d'un certain temps (*plusieurs mois par exemple*) supprime-t-elle toute réaction d'une activité d'une entreprise sur l'autre ? Le problème de la conception des vitrages pour leur entretien par exemple.

L'article 3 de la directive 92/57/CEE concerne trois (3) éléments qui apparaissent bien distincts à la lecture :

- au paragraphe 1^{er}, la présence de plusieurs entreprises sur un chantier et logiquement la désignation de coordinateurs ;

- au paragraphe 2, l'établissement d'un plan de sécurité et de santé conformément à l'article 5, b, de la directive 92/57/CEE et la possibilité d'y déroger dans certains cas ;

- au paragraphe 3, l'avis préalable à l'autorité dans certains cas déterminés.

L'article 5 du projet d'arrêté devrait être rédigé d'une manière plus simple selon le même schéma que celui de la directive 92/57/CEE ; en l'occurrence le §3 devrait devenir le §1^{er}.

5. Les articles 10 et 16 devraient être réécrits et concerner sans ambiguïté :

- le cas où le coordinateur est un tiers vis-à-vis du maître d'ouvrage ;

- le cas où le coordinateur est un membre du personnel du maître d'ouvrage.

6. Il est évident que les clauses contraires à la loi ou à l'ordre public soient nulles (*article 6 du Code civil*) ; mais la difficulté est que seul le juge judiciaire est le juge du contrat...et il ne pourra intervenir que trop tard.

Il serait donné un effet vraiment utile à la directive européenne en matière de sécurité si un pouvoir de résolution et de mise en ordre *sur le champ* était conféré aux fonctionnaires chargés de la surveillance.

De plus, il serait donné à la directive européenne un effet utile plus perceptible si les articles 8, §5 et 14, §5 ainsi que les articles 11, §2, 4°, et 17, §2, 3° du projet d'arrêté royal étaient plus clairs et plus concrets au sujet *de la suite réservée* aux mesures décidées (ou proposées) par le coordinateur. En effet, il reste évident que le bailleur de fonds qu'est le

maître d'ouvrage reste quand même le détenteur ultime du pouvoir de décision....et donc le responsable final !

Accorder un pouvoir (de décision) final au coordinateur revient à le substituer au maître d'ouvrage-bailleur de fonds. Dans ce dernier cas, il s'agit d'une véritable délégation de pouvoirs ou même d'un mandat et le maître d'ouvrage-bailleur de fonds perd ses prérogatives de décideur final.

7. L'article 5, §2, 3° pose problème quant à la référence ; l'article 13, § 1^{er}, l'article 19, §2, posent problème quant aux fonctionnaires chargés de la surveillance en matière de radiations ionisantes.

8. L'article 31 devrait préciser que le maître d'ouvrage-vendeur et le maître d'ouvrage-acheteur sont chargés de veiller à ce que l'exemplaire du dossier de travaux ultérieurs soit joint aux actes notariés car la loi ne prévoit pas de sanction pénale pour le notaire qui s'abstiendrait de joindre le dossier de travaux ultérieurs à l'acte de vente ou d'achat.

-L'article 32, §3, n'est pas clair.

9. L'article 34, §1^{er}, 2°, b, devrait être complété par l'étude :

- des relations contractuelles entre personnes privées ;
- des délégations de pouvoirs entre tiers ainsi qu'entre personnes d'une même entreprise ;
- des conditions de preuve.

10. L'article 39 devrait inclure les fonctionnaires chargés du contrôle en matière de radiations ionisantes.

Comme déjà signalé, il me paraît évident que ces remarques n'épuisent pas le sujet et que des précisions ou remarques devraient pouvoir être fournies ultérieurement.

Le directeur général,



J.-P. Samain, ir.

Bureaux : Cité Administrative de l'Etat (*Rue Royale - Colonne du congrès*),
Quartier Vésale(Bloc C), étage 2/3
Courier : Boulevard Pacheco 19 BP 7

☎ 02/210.49.66
Fax :02/210.59.27
1000 Bruxelles

Tout renseignement relatif à l'objet de la présente lettre peut être obtenu auprès de : J.P. Samain, ir. Directeur général ☎ 02/210.49.75
e-mail : Jpaul.Samain@health.fgov.be

J. M. DE CONINCK
Président du Conseil Supérieur PPT
Rue Belliard 53
1040 BRUXELLES

le 15 juillet 1998

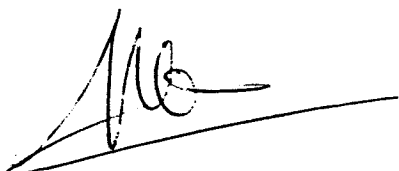
Monsieur le Président,


Chantiers Temporaires et Mobiles

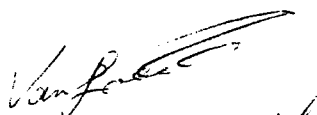
Nous avons l'honneur de vous transmettre l'avis unanime des partenaires sociaux relatif au projet d'Arrêté Royal concernant les chantiers temporaires ou mobiles, qui a été soumis à l'avis du Conseil Supérieur de protection et de prévention au travail (doc. PPT/PBW D8-29 du 01/07/1998).

L'avis comporte un commentaire et un projet d'arrêté adapté par les partenaires.

Veillez croire, Monsieur le Président, à l'assurance de notre considération distinguée.

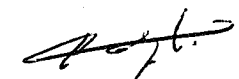

FEB H. De Lange


CSC H Ferck


van der Haeghe
NCMV
Le directeur général

FGTB
CGSLB

Dr J.M. DE CONINCK


VAN DER HAEGHE U

J. M. DE CONINCK
 Voorzitter Hoge Raad PBW
 Belliardstraat 53
 1040 BRUSSEL

15 juli 1998

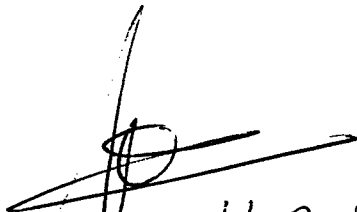
Geachte Voorzitter,

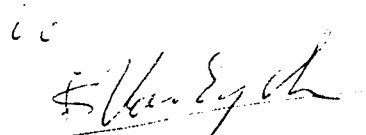
Tijdelijke en mobiele bouwplaatsen


Wij hebben het genoegen u het unaniem advies van de sociale partners over te maken betreffende het ontwerp KB inzake de tijdelijke en mobiele bouwplaatsen, dat aan de hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het werk werd voorgelegd (doc. PPT/PBW D8-29 van 01/07/1998).

Het advies bevat twee delen, een algemeen commentaar en een ontwerp KB aangepast door de sociale partners.

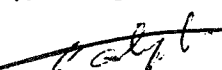
Met de meeste hoogachting,


 WBO H De Longe


 ACV H Fenck


 Van Haer Euk
 NCMV

ABVV

ACLB


**La Centrale Générale fgfb
Rue Haute 26-28 1000 Bruxelles**

**Tél : 02/549.04.59
Fax : 02/514.16.91**

TELEFAX

TELEFAX DE : Denis De Mey

DATE : Bruxelles, le 15 juillet 1998

**DESTINATAIRE : FEDERATION DES ENTREPRISES DE BELGIQUE
Rue Ravenstein 4 , 1000 Bruxelles**

**A l'attention de : H. DE LANGE
TELEFAX N° : 02/515.09.13**

Nombre d'annexes : une

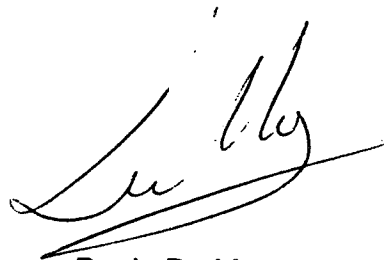
**Concerne: L'avis des interlocuteurs sociaux concernant le projet d'A.R.
concernant les chantiers temporaires ou mobiles**

Cher Hendrik,

Tu trouveras ci-joint copie de la lettre au Président du Conseil Supérieur signée par Luc VOETS, Secrétaire politique de Michel Nollet, au nom de François PHILIPS, membre effectif du Conseil Supérieur.

Je t'en souhaite bonne réception.

Amicalement.



**Denis De Mey
Service d'Etudes**

J. M. DE CONINCK
Voorzitter Hoge Raad PBW
Belliardstraat 53
1040 BRUSSEL

15 juli 1998

Geachte Voorzitter,


Tijdelijke en mobiele bouwplaatsen

Wij hebben het genoegen u het unaniem advies van de sociale partners over te maken betreffende het ontwerp KB inzake de tijdelijke en mobiele bouwplaatsen, dat aan de hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het werk werd voorgelegd (doc. PPT/PBW D8-29 van 01/07/1998).

Het advies bevat twee delen, een algemeen commentaar en een ontwerp KB aangepast door de sociale partners.

Met de meeste hoogachting,

VBO


Van Laere Eijk
NCMV

ACV


F. Stalijns
ABVV